

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 4524

[C — 2002/28186]

7 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 6, 14, 15, 24 et 26;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1990 fixant les conditions d'octroi, le montant et les modalités de paiement des allocations et compléments de rémunération prévus en faveur des personnes handicapées soumises à une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997 portant approbation du règlement d'ordre intérieur des conseils d'avis de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 mai 2000 et 2 mai 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1966 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés;

Vu la décision réglementaire du 7 février 1964 déterminant les modalités et conditions d'agrément provisoire des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 avril 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mai 2002;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 17 juin 2002;

Vu l'avis A.662 du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 24 juin 2002;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 27 juin 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 33.898/4, donné le 30 septembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° le décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2° l'arrêté du 4 juillet 1996 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

3° l'Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

4° le bénéficiaire : la personne handicapée, telle que définie à l'article 2 du décret et âgée de 18 ans au moins;

5° la formation professionnelle : le processus d'intégration socioprofessionnelle individualisé pouvant comprendre les phases suivantes :

1. une phase d'observation consistant, soit séparément, soit successivement :

a) en une période d'immersion du bénéficiaire, visant à le confronter aux réalités de la formation professionnelle pressentie, afin de confirmer la pertinence de son projet de formation professionnelle;

b) en un module d'émergence et d'insertion du stagiaire, visant à réaliser un bilan de compétences, à découvrir un métier, à clarifier son projet professionnel et à lui permettre de devenir acteur de son parcours d'insertion;

2. une préformation du stagiaire consistant en l'acquisition de compétences de base nécessaires à l'entrée dans un processus d'intégration socioprofessionnelle;

3. l'apprentissage par le stagiaire d'un métier ou d'une fonction;

4. une formation continuée par l'actualisation des compétences en fonction des besoins évolutifs du bénéficiaire ou du stagiaire et des entreprises.

L'apprentissage d'un métier ou d'une fonction doit se dérouler sur base d'une pédagogie adaptée reposant sur le concept de formation en alternance, visé sous 9°.

Pour les autres phases de la formation professionnelle, le centre peut également prévoir des périodes de formation en entreprise formatrice.

La formation professionnelle peut se dérouler dans le cadre d'une formation initiale ou d'une reconversion professionnelle;

6° le centre : le centre de formation professionnelle agréé par l'Agence, organisant une formation professionnelle à l'intention des bénéficiaires;

7° le contrat : le contrat formalisant la formation professionnelle visée au 5°, 1, b, 2, 3, et, le cas échéant, 4;

8° le stagiaire : le bénéficiaire ayant conclu un contrat de formation professionnelle avec le centre;

9° la formation en alternance : toute action associant un ou plusieurs opérateurs de formation et un ou plusieurs employeurs dans la mise en œuvre d'un programme de formation qualifiante combinant une formation pratique et une formation théorique, générale et/ou professionnelle;

10° l'entreprise formatrice : toute entreprise du secteur privé ou public qui, en partenariat avec le centre, contribue à la formation professionnelle du stagiaire;

11° la finalité : le métier ou la fonction visé(e) par la formation;

12° le contrat d'adaptation professionnelle : le contrat visé au titre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi;

13° le suivi post-formatif : toute action entreprise par le centre et formalisée par une convention, dans une période de trois ans à compter du départ du stagiaire du centre, ayant pour objet l'accompagnement du stagiaire dans le processus d'insertion socio-professionnelle visant ou soutenant son insertion post-formative;

14° l'insertion post-formative : toute activité professionnelle, d'une durée de trois mois minimum, exercée dans le secteur privé, le secteur public ou en tant qu'indépendant, dans une période de trois ans suivant la fin de la formation professionnelle;

15° le directeur : la personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du conseil d'administration et sous la responsabilité de celui-ci, la gestion journalière du centre, en ce qui concerne au minimum :

a) la mise en œuvre et le suivi du projet pédagogique, visé aux articles 11 et 12;

b) la gestion du personnel;

c) la gestion financière;

d) l'application des réglementations en vigueur;

e) la représentation du centre dans ses relations avec l'Agence;

16° le personnel d'intégration : les agents en intégration professionnelle;

17° le personnel social : les assistants sociaux;

18° le personnel pédagogique : les formateurs et les psychologues;

19° le Ministre : le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions.

TITRE II. — Des missions des centres de formation professionnelle

Art. 3. Les centres ont pour mission :

1° d'organiser une formation professionnelle, visée à l'article 2, 5°, adaptée aux catégories de bénéficiaires pour lesquelles le centre est agréé, en veillant si possible à l'hétérogénéité, en termes de handicap, du public accueilli;

2° de proposer aux stagiaires et d'assurer, à leur demande, le suivi post-formatif visé à l'article 2, 13°, en partenariat avec les acteurs locaux de l'insertion professionnelle ainsi qu'avec toute institution et/ou toute collectivité locale favorisant l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

3° dans le cas d'un contrat d'adaptation professionnelle conclu avec des personnes ayant bénéficié d'une formation en centre, d'assurer le soutien à l'établissement du programme et à la formation dispensée par l'entreprise ou par l'institution publique, partie au contrat;

4° dans le cas d'un contrat d'adaptation professionnelle conclu avec des personnes n'ayant pas bénéficié d'une formation en centre, d'assurer, à la demande de l'Agence, le soutien à l'établissement du programme et à la formation dispensée par l'entreprise ou l'institution publique, partie au contrat.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, le soutien doit être assuré par un formateur dans la finalité concernée.

Art. 4. § 1^{er}. La période d'immersion visée à l'article 2, 5°, 1, a, est d'une durée maximale de 38 heures. A la demande de l'Agence ou, à la demande du centre ou du bénéficiaire et après accord de l'Agence, cette durée peut être prolongée de 38 heures au maximum.

§ 2. Le centre et, le cas échéant, l'entreprise formatrice, assurent le bénéficiaire contre les accidents pouvant survenir sur les lieux où se déroule la période d'immersion et pendant les déplacements pour se rendre vers ces lieux.

Le centre et, le cas échéant, l'entreprise formatrice, assurent également le bénéficiaire en responsabilité civile tant pour les dégâts occasionnés aux machines et outils, que pour les accidents matériels ou corporels survenus à des tiers lors de la période d'immersion.

L'indemnisation éventuelle est calculée selon les modalités suivantes :

1° les frais médicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse, d'orthopédie, les frais de déplacement liés à ces frais, ainsi que les frais funéraires sont fixés conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail, sous déduction de l'intervention de l'assurance maladie-invalidité;

2° en ce qui concerne l'indemnisation d'une incapacité temporaire, le montant maximum de l'indemnité, indexée conformément à la loi du 10 avril 1971 précitée, est fixé à 90 % du revenu minimum mensuel moyen garanti d'application au moment de l'accident, sous déduction de toute autre intervention légale et réglementaire;

3° l'indemnisation d'une invalidité permanente ou d'un décès est fixée conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 1971 précitée, le salaire de référence étant exclusivement constitué par le revenu minimum mensuel moyen garanti d'application au moment de l'accident ou, le cas échéant, au moment du décès.

§ 3. Le module d'émergence et d'insertion visé à l'article 2, 5°, 1, b, est d'une durée maximale de 456 heures.

Art. 5. La période de préformation, visée à l'article 2, 5°, 2, est d'une durée maximale de 1 824 heures.

Art. 6. § 1^{er}. La phase d'apprentissage d'un métier ou d'une fonction, visée à l'article 2, 5°, 3, peut recouvrir les quatre champs d'intervention suivants :

1° une remise à niveau et/ou une initiation du stagiaire;

2° un apprentissage des pré-requis;

3° une formation qualifiante;

4° un perfectionnement et une insertion professionnelle, le cas échéant, dans le cadre d'un contrat d'adaptation professionnelle.

La durée totale maximale pour la phase d'apprentissage est de 5 472 heures.

La durée maximale pour les périodes 1° et 2° est de 912 heures.

§ 2. Les champs d'intervention visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, doivent se dérouler en entreprise formatrice à concurrence de minimum 30 % et de maximum 70 % de leur durée.

§ 3. Les stagiaires qui, parallèlement à leur formation, exercent une activité professionnelle dans le secteur privé, le secteur public, ou en tant qu'indépendant, sont dispensés des périodes en entreprise formatrice, pour autant que leur profession soit en rapport avec la formation suivie.

§ 4. Pour les stagiaires dont l'évaluation des résultats dans les champs d'intervention visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, indique la nécessité d'un encadrement de travail adapté, les périodes de formation ultérieures en entreprise formatrice peuvent se dérouler en entreprise de travail adapté, dans des fonctions autres que celles d'encadrement.

Art. 7. La formation continuée, visée à l'article 2, 5°, 4, a une durée maximale de 912 heures.

TITRE III. — De l'agrément des centres

CHAPITRE I^{er}. — Des conditions d'agrément

Art. 8. Outre les conditions prévues au chapitre IV du titre II du décret, les centres doivent, pour être agréés, répondre aux conditions d'agrément visées aux sections 1^{re} à 3.

Section 1^{re}. — Des conditions générales d'agrément

Art. 9. Les centres doivent :

1° assurer, à concurrence d'au moins 70 % du nombre d'heures agréées, :

a) l'observation, visée à l'article 2, 5°, 1, a et b, des bénéficiaires et des stagiaires;

b) la préformation ou l'apprentissage d'un métier ou d'une fonction, visées à l'article 2, 5, 2 et 3, des stagiaires pour lesquels le bureau régional compétent de l'Agence a pris une décision favorable en vertu de l'article 26, § 2, 2°, ou de l'article 26, § 4;

c) la formation continuée, visée à l'article 2, 5°, 4, des bénéficiaires;

en outre, 30 % maximum des heures agréées peuvent être affectés à la formation professionnelle de personnes ne bénéficiant pas des interventions de l'Agence, pour autant que la formation soit sollicitée par un organisme public, fédéral, communautaire ou régional et sous réserve d'une prise en charge par celui-ci des coûts inhérents à la formation;

2° respecter les missions définies au titre II;

3° développer leur action dans le respect des principes inscrits dans les dispositifs en vigueur en Région wallonne, visant l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi, soit dans le cadre de la Charte du parcours d'insertion, conclue le 15 mai 1997 ou dans tout autre cadre contractuel auquel l'Agence serait partie, soit dans un cadre décretaal ou réglementaire;

4° disposer de l'équipement adapté et des locaux accessibles aux bénéficiaires et aux stagiaires;

5° mettre à la disposition de l'Agence les documents suivants :

5.1° un rapport annuel d'activités selon un canevas établi par l'Agence, au plus tard pour le 15 février de l'année suivant chaque exercice de fonctionnement. Celui-ci doit comporter :

a) une analyse du public fréquentant le centre;

b) une évaluation qualitative des mesures prises pour atteindre les objectifs généraux du projet pédagogique visés à l'article 11;

c) une évaluation qualitative des mesures prises pour atteindre les objectifs fixés par les dispositifs d'insertion professionnelle visés à l'article 9, 3°;

d) les résultats obtenus en termes d'acquisition des compétences;

e) les résultats obtenus, sur les trois années écoulées, en termes de progression des stagiaires dans les différentes phases de la formation professionnelle et en termes de suivi et d'insertion post-formatifs;

f) l'évaluation quantitative et qualitative des partenariats locaux développés;

g) l'évaluation quantitative et qualitative des actions de formation continuée du personnel visées à l'article 15;

h) une synthèse des travaux du conseil pédagogique et du conseil de participation visés à l'article 16, §§ 1^{er} et 2;

i) le cas échéant, les perspectives de réajustement du projet pédagogique et/ou de l'offre de formation;

5.2° les comptes annuels de l'exercice écoulé, tels que définis par l'Agence, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant cet exercice;

6° être constitués sous forme d'association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif;

7° ne pas comporter, parmi les membres de l'association, des membres du personnel ou des personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au 3^e degré inclusivement, pour plus d'1/5^e des membres;

8° ne pas comporter dans le conseil d'administration de l'association des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au 2^e degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au 1/3 du nombre total des membres composant le conseil d'administration, ni des personnes faisant partie du personnel du centre; le directeur du centre doit toutefois pouvoir assister, avec voix consultative, à toutes les réunions du conseil d'administration relatives à l'organisation du centre, sauf sur des points à l'ordre du jour où il existe un conflit d'intérêt;

9° comporter dans leur conseil d'administration au minimum un représentant du monde économique;

10° être dirigé par un directeur;

En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur conformément à l'article 2, 15, l'Agence invite, par lettre recommandée, le conseil d'administration à prendre les dispositions qui s'imposent;

11° tenir une comptabilité conforme aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et de ses arrêtés d'exécution;

12° communiquer à la délégation syndicale le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social, le rapport annuel d'activité visé sous 5.1°, les comptes annuels visés sous 5.2°, le projet pédagogique visé à l'article 12, ainsi que le plan de formation continuée visé à l'article 15;

13° occuper un personnel dont les fonctions, profils et qualifications répondent à ceux visés à l'annexe I^e, sauf dans les cas prévus aux points 2.2 et 2.3 de l'annexe IV.

Section 2. — Des conditions d'agrément relatives aux normes d'encadrement

Art. 10. § 1^{er}. Les centres doivent disposer, au minimum, du personnel d'encadrement suivant :

1° un demi équivalent temps plein, ou un équivalent temps plein si les heures agréées excèdent 35 000 heures, occupant la fonction de directeur;

2° un demi équivalent temps plein chargé des tâches administratives;

3° un demi équivalent temps plein occupant la fonction d'agent en intégration professionnelle;

4° un demi équivalent temps plein occupant la fonction d'assistant social;

5° un équivalent temps plein, occupant la fonction de formateur, par tranche de 11 000 heures agréées;

6° un demi équivalent temps plein occupant la fonction de psychologue, dans les centres qui sont agréés pour développer un module d'émergence et d'insertion, visé à l'article 2, 5°, 1, *b*.

§ 2. Les centres doivent comporter parmi leur personnel un coordinateur pédagogique.

Cette fonction est exercée par le directeur ou par un formateur délégué par celui-ci et agissant sous sa responsabilité. Dans ce dernier cas, le formateur doit être titulaire du certificat d'aptitude pédagogique.

Le nombre d'heures consacrées à la mission du coordinateur pédagogique est déterminé par le directeur, après avis du conseil pédagogique.

Section 3. — Des conditions d'agrément relatives à la pédagogie

Art. 11. Les centres sont tenus d'élaborer un projet pédagogique. Celui-ci vise au moins les objectifs suivants :

1° aider les bénéficiaires et les stagiaires à définir et à réaliser leur projet socioprofessionnel;

2° assurer à chaque stagiaire, en respectant ses propres rythmes d'apprentissage, une formation individualisée en fonction de ses besoins et potentialités;

3° permettre au stagiaire de bénéficier d'un accompagnement adapté à son handicap, notamment en termes d'horaire et de suivi médical et/ou psychologique extérieur;

4° observer et évaluer de façon continue l'évolution du stagiaire par rapport aux dispositifs en vigueur en Région wallonne, visés à l'article 9, 3°.

Art. 12. Le projet pédagogique doit contenir :

1° les finalités de formation professionnelle retenues, une proposition du nombre d'heures y afférentes et leurs liens avec :

a) l'existence de l'offre de formation en Région wallonne et les possibilités d'accès des personnes handicapées à cette offre;

b) les perspectives du marché de l'emploi dans le secteur d'activité concerné;

2° le modèle de test d'admission visé à l'article 26, § 5, alinéa 3, évaluant, par finalité, les pré-requis du bénéficiaire et l'adéquation des méthodologies développées par le centre avec son projet;

3° les programmes de formation professionnelle envisagés, précisant :

- a) les pré-requis nécessaires;
- b) les objectifs généraux visés;
- c) le contenu des compétences à développer, défini en termes d'objectifs opérationnels à atteindre;
- d) les modalités d'évaluation intermédiaire;
- e) les modalités d'évaluation des objectifs généraux et le degré de maîtrise attendu.

Les programmes de formation professionnelle relatifs à l'apprentissage d'un métier ou d'une fonction, visés à l'article 2, 5°, 3, doivent :

a) être élaborés sur base de référentiels de qualification et d'emploi, en liaison avec les services publics de l'emploi et les partenaires sociaux, dans une optique européenne, fédérale, communautaire et régionale;

b) viser l'obtention d'un degré de maîtrise des objectifs généraux permettant la validation des compétences par les organismes régionaux habilités ou permettant sa prise en compte dans un processus de certification;

4° les méthodes pédagogiques retenues et la démonstration de leur spécificité eu égard :

- a) aux caractéristiques et aux besoins des stagiaires;
- b) aux phases et aux modalités de la formation professionnelle, notamment en ce qui concerne la formation en alternance visée à l'article 2, 9°;

Les centres qui développent des activités de production doivent démontrer que ces dernières s'inscrivent strictement dans le cadre de l'objectif pédagogique des programmes de formation professionnelle mis en œuvre et présentent un intérêt pédagogique pour les stagiaires.

5° les modalités de l'accompagnement pédagogique et social des stagiaires, tout au long de leur formation, ainsi que les modalités du suivi post-formatif;

6° l'adéquation de l'organigramme du personnel pédagogique et des moyens matériels envisagés, avec le projet pédagogique.

Lorsque les centres ont recours à du personnel autre que celui visé à l'article 10, § 1^{er}, dans les conditions visées aux points 2.2 et 2.3 de l'annexe IV, ils doivent définir les profils et qualifications auxquels doit répondre ce personnel, ainsi que le rôle spécifique attendu de ce dernier;

7° la description des partenariats, tant dans le cadre de la formation professionnelle que du suivi post-formatif;

8° les modalités d'évaluation du projet pédagogique et de sa mise en œuvre;

9° le lien entre le projet pédagogique et les missions définies au titre II.

Art. 13. Le coordinateur pédagogique visé à l'article 10, § 2, a pour mission la supervision de la mise en œuvre du projet pédagogique.

Cette mission consiste en :

1° la coordination des travaux du conseil pédagogique visé à l'article 16;

2° l'élaboration de programmes de formation professionnelle, visés à l'article 12, 3°, en concertation avec le conseil pédagogique;

3° le contrôle de l'adéquation de la formation du stagiaire avec les objectifs opérationnels visés à l'article 12, 3°, c;

4° la responsabilité de la mise en œuvre du plan de formation continuée visé à l'article 15;

5° la liaison avec la Direction de la formation de l'Agence, en vue d'assurer une culture pédagogique commune;

6° l'élaboration, avec l'Agence et les coordinateurs pédagogiques de l'ensemble des centres, d'une politique commune en matière de formation professionnelle.

Art. 14. § 1^{er}. Le centre établit, pour chaque stagiaire, un dossier pédagogique contenant au minimum :

1° les résultats obtenus au test d'admission visé à l'article 26, § 5, alinéa 3;

2° les objectifs et le processus de formation ainsi que les modalités d'évaluation y afférentes.

Le processus de formation fait l'objet d'une négociation entre le centre et le stagiaire. Pour les périodes de formation en entreprise, il est négocié entre le centre, le stagiaire et l'entreprise formatrice;

3° les évaluations intermédiaires mensuelles;

4° le rapport d'évaluation final établissant l'état des compétences du stagiaire en fin de formation;

5° un relevé des présences du stagiaire en centre et en entreprise formatrice;

6° le cas échéant, la convention de suivi post-formatif;

7° les résultats d'une éventuelle insertion post-formative.

§ 2. Le dossier pédagogique est élaboré et suivi en partenariat avec le stagiaire et, le cas échéant, l'entreprise formatrice. Il peut être revu à la demande d'une des parties.

Art. 15. § 1^{er}. Le centre établit, à l'intention du directeur, du personnel pédagogique, social et d'intégration, un plan de formation continuée qui s'étend au moins sur deux années. Ce plan s'appuie sur le projet pédagogique visé aux articles 11 et 12.

Il est construit au sein du conseil pédagogique, visé à l'article 16, § 1^{er}, et détermine les objectifs poursuivis.

Il décrit les liens entre l'environnement global du centre, la dynamique du projet pédagogique et le développement des compétences tant techniques que pédagogiques du personnel. Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects.

§ 2. En ce qui concerne le développement des compétences techniques, le plan de formation vise l'actualisation des compétences des formateurs et des agents en intégration professionnelle par rapport aux besoins évolutifs des entreprises.

§ 3. En ce qui concerne les compétences pédagogiques, le plan de formation est établi sur base des besoins du centre en cette matière. Il est transmis à l'Agence suivant les modalités fixées par cette dernière. L'Agence les intègre, dans les conditions fixées par son Comité de gestion, dans les programmes de formation qu'elle met en place à l'intention du personnel des services qu'elle agréé et subventionne.

Le personnel visé au § 1^{er} est tenu de participer aux modules de formation organisés par l'Agence.

Art. 16. § 1^{er}. Le centre est doté d'un conseil pédagogique réunissant le directeur, le personnel d'intégration, le personnel social et le personnel pédagogique.

Ce conseil est chargé d'émettre un avis motivé sur :

- 1° le projet pédagogique tel qu'il sera soumis à l'Agence;
- 2° le programme d'investissement inhérent au matériel pédagogique;
- 3° le plan de formation continuée du personnel, visé à l'article 15;
- 4° le rapport annuel d'activités, visé à l'article 9, 5.1°;
- 5° le nombre d'heures relatives à la mission du coordinateur pédagogique, visé à l'article 10, § 2, proposé par le directeur.

Le conseil pédagogique se réunit au minimum quatre fois par an. Il désigne en son sein un animateur chargé de veiller au bon déroulement des travaux et à la bonne information de tous les participants.

§ 2. Le centre est doté d'un conseil de participation réunissant les stagiaires en formation professionnelle et en suivi post-formatif ainsi que les membres du conseil pédagogique.

Ce conseil permet aux stagiaires de participer à une concertation périodique portant sur le déroulement de leur formation et de leur évolution par rapport aux dispositifs visés à l'article 9, 3°.

Le conseil de participation se réunit au minimum quatre fois par an. Il désigne en son sein un animateur chargé de veiller au bon déroulement des travaux et à la bonne information de tous les participants.

CHAPITRE II. — *De la demande d'agrément*

Art. 17. Les conditions reprises au chapitre IX de l'arrêté du 4 juillet 1996 sont applicables aux demandes d'agrément des centres.

Art. 18. La demande d'agrément est accompagnée d'un dossier comprenant obligatoirement :

- 1° les statuts du centre;
- 2° le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 54, 13°, de l'arrêté du 4 juillet 1996 et contenant au moins les clauses suivantes :
 - a) l'horaire des cours théoriques et pratiques;
 - b) la liste des jours de congé;
 - c) les modalités d'attribution des indemnités du stagiaire et des interventions dans ses frais de déplacement et de séjour;
 - d) les obligations en matière de sécurité et d'hygiène;
 - e) l'obligation pour le stagiaire de se soumettre aux examens du médecin du travail dont le centre de formation professionnelle s'est assuré les services ainsi que les vaccinations obligatoires en vertu des dispositions réglementaires;
 - f) les modalités d'organisation du conseil pédagogique et du Conseil de participation visés à l'article 16;
 - g) les recours éventuels que possède le stagiaire à l'égard de toute sanction ou mesure qui serait prise à son égard;
 - h) les conditions dans lesquelles il peut être procédé à la modification du règlement d'ordre intérieur;
- 3° le projet pédagogique, visé aux articles 11 et 12, et l'avis de la délégation syndicale sur celui-ci;
- 4° un relevé du personnel occupé par le centre avec l'indication, pour chaque membre du personnel, de ses qualifications ainsi que de ses fonctions au sein du centre;
- 5° en ce qui concerne le directeur, un certificat de bonne vie et mœurs, exempt de condamnations à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction, ou criminelles;
- 6° le plan de formation continuée du personnel, visé à l'article 15;
- 7° une copie des conventions concrétisant la mise en œuvre des partenariats, visés à l'article 3, 2°;
- 8° un avis motivé du comité subrégional de l'emploi et de la formation sur la pertinence des finalités à développer, en fonction des possibilités de reclassement sur le marché de l'emploi. A défaut d'un avis remis dans les deux mois, l'avis est considéré comme favorable;

9° un avis motivé de la commission subrégionale de coordination compétente, visée à l'article 38 du décret, sur l'opportunité de mettre en place les formations souhaitées en faveur des personnes handicapées. A défaut d'un avis remis dans les deux mois, l'avis est considéré comme favorable;

10° un programme d'investissement pour les trois années à venir;

11° le dernier rapport d'activités annuel, visé à l'article 9, 5. 1°;

12° l'engagement de se soumettre à la surveillance de l'Agence, conformément au titre VI.

CHAPITRE 3. — *De la décision d'agrément*

Art. 19. Le centre est agréé sur base des conditions visées au chapitre 1^{er} du titre III et se voit attribuer un nombre d'heures agréées.

Section 1^{re}. — Du premier agrément

Art. 20. Pour le premier agrément, le nombre global d'heures agréées pour chaque centre figure à l'annexe III.

Pour la première année d'agrément, l'Agence répartit ce nombre d'heures par finalité, sur base de la situation existant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour les deux années suivantes, l'Agence répartit ce nombre d'heures en fonction des différentes finalités et/ou phases visées à l'article 2, 5°, sur base des propositions contenues dans le projet pédagogique, visées aux articles 11 et 12 et transmises à l'Agence au plus tard à la fin de la première année d'agrément. A défaut, l'Agence retire au centre son agrément.

Section 2. — Du renouvellement de l'agrément

Art. 21. § 1^{er}. Lorsqu'elle statue sur la demande de renouvellement, visée à l'article 57 de l'arrêté du 4 juillet 1996, l'Agence accorde à chaque centre un nombre d'heures agréées.

Le nombre total d'heures pour l'ensemble des centres ne peut excéder 863 811.

Ce nombre total d'heures est réparti en fonction du taux de fréquentation des stagiaires dans chacune des finalités des centres, et/ou des phases visées à l'article 5, 2°.

Pour les bénéficiaires, ce taux est déterminé sur base d'un relevé mensuel des heures prestées et assimilées, dans les limites définies aux articles 4, § 1^{er}, et 7.

Pour les stagiaires, ce taux est déterminé sur base du nombre d'heures prestées et assimilées figurant sur les états de prestations mensuels, sans que ce nombre puisse excéder 1 824 heures par an et par stagiaire.

Les prestations effectives et assimilées visées aux alinéas 4 et 5 sont prises en compte sur base d'un régime hebdomadaire de prestations de 38 heures.

Lorsque le régime hebdomadaire de prestations est inférieur à 38 heures, les prestations effectives et assimilées peuvent être affectées d'un coefficient de valorisation fixé par l'Agence, qui tient compte du régime de travail du personnel d'encadrement existant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Outre le nombre d'heures visé au § 1^{er}, le taux de fréquentation comprend :

1° le suivi par un formateur d'un bénéficiaire ou d'un stagiaire lié par un contrat d'adaptation professionnelle agréé par l'Agence, valorisé forfaitairement à 40 heures par mois;

2° le suivi post-formatif, visé à l'article 2, 13°, et ayant fait l'objet d'une convention, valorisé au maximum à 144 heures;

3° selon les modalités visées au § 1^{er}, la formation professionnelle des personnes autres que les bénéficiaires et les stagiaires, dans les limites définies à l'article 9, 1°, et pour autant que la formation professionnelle ne soit pas prise en charge financièrement par l'Agence.

Art. 22. § 1^{er}. A la fin de chaque période d'agrément, il est procédé au calcul, par finalité, de la moyenne annuelle du taux de fréquentation de la période.

Si la moyenne visée à l'alinéa précédent est égale ou supérieure à 75 % du volume horaire précédemment agréé, le centre bénéficie du même volume horaire pour l'agrément suivant. Ce taux est ramené à 60 % dans les cas où le centre a mis en place pour la première fois une des phases visées à l'article 2, 5°, 1, b, et 2 à 4.

Si cette moyenne est inférieure à 65 % du volume horaire, le nombre d'heures agréées pour la période du nouvel agrément est équivalent à 125 % de la fréquentation réelle observée à l'issue de la période d'agrément précédent.

Si cette moyenne est au moins égale à 65 % et inférieure à 75 % du volume horaire, l'Agence peut, à la demande du centre, et selon des critères qu'elle détermine, majorer le nombre d'heures atteint, en fonction du taux d'insertion réalisé.

§ 2. A l'issue de chaque période d'agrément, il est procédé au calcul, par finalité, de la moyenne du taux d'insertion des stagiaires.

A cette fin, il est tenu compte du nombre de conventions de suivi post-formatif, visé à l'article 2, 13°, ayant été conclues dans chaque finalité avec les personnes ayant suivi la phase d'apprentissage d'un métier ou d'une fonction, visée à l'article 2, 5°, 3.

Sont assimilées aux conventions de suivi post-formatif, les insertions post-formatives visées à l'article 2, 14°, n'ayant pas été précédées d'une telle convention.

Le nombre de conventions conclues à l'issue de chaque période d'agrément doit être égal ou supérieur à 75 % du nombre de personnes ayant suivi la phase visée à l'article 2, 5°, 3.

Le taux d'insertion à atteindre est le résultat de la multiplication du pourcentage réel de conventions conclues par un des pourcentages suivants, en fonction du taux de chômage par arrondissement dans lequel se situe le centre :

Taux de chômage	% Insertion post-formative
De 4 à 6 %	80 %
De 7 à 9 %	70 %
De 10 à 12 %	60 %
De 13 à 14 %	55 %
De 15 à 17 %	50 %
De 18 à 20 %	45 %
De 21 à 22 %	40 %
De 23 à 25 % et plus	35 %

Si le nombre de conventions conclues est inférieur à 75 % du nombre de personnes ayant suivi la phase visée à l'article 2, 5°, 3, ou si le taux d'insertion est inférieur à celui calculé conformément à l'alinéa 5, le centre est tenu de proposer à l'Agence, dans les six mois du renouvellement d'agrément, un plan de réorientation de la ou des finalité(s) concernées. A défaut, la ou les finalité(s) concernées, ainsi que, éventuellement, les heures concernées, font l'objet d'un retrait d'agrément.

Section 3. — Dispositions communes aux sections 1^{re} et 2

Art. 23. Lorsqu'il statue en vertu de l'article 55 de l'arrêté du 4 juillet 1996, sur base du dossier visé à l'article 18, le Comité de gestion de l'Agence prend en considération au moins les critères suivants :

- 1° la cohérence entre le projet pédagogique visé aux articles 11 et 12 et les missions définies au titre II;
- 2° la qualité et la pertinence des méthodes pédagogiques retenues compte tenu de la spécificité de la population accueillie;
- 3° l'existence de l'offre de formation en Région wallonne et les possibilités d'accès des personnes handicapées à cette offre;
- 4° les perspectives du marché de l'emploi dans le secteur d'activité développé;
- 5° la stratégie du centre en termes d'organisation, de suivi pédagogique, social et post-formatif, d'insertion post-formative et de contribution de l'équipe d'encadrement du centre à la future insertion des stagiaires;
- 6° le respect des principes inscrits dans les dispositifs visés à l'article 9, 3°.

Art. 24. Les agréments sont octroyés pour une période de trois ans.

Art. 25. Les centres peuvent introduire un recours contre la décision de l'Agence, selon la procédure définie au chapitre X de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996.

TITRE IV. — De la procédure d'admission des bénéficiaires à une formation professionnelle

CHAPITRE I^{er}. — Des conditions d'admission

Art. 26. § 1^{er}. Outre les conditions générales de recevabilité de la demande d'un bénéficiaire à une formation professionnelle, le bureau régional compétent de l'Agence vérifie les conditions d'admissibilité suivantes :

- 1° le bénéficiaire n'est plus soumis à l'obligation scolaire;
- 2° le bénéficiaire n'est pas en mesure de suivre les formations proposées par les opérateurs de formation s'adressant à l'ensemble de la population parce que celles-ci sont moins adaptées, pour un des motifs suivants :
 - a) leurs infrastructures ne sont pas accessibles au bénéficiaire;
 - b) elles supposent une formation de base ou des antécédents scolaires que le bénéficiaire ne possède pas;
 - c) elles sont considérées, à l'issue d'un débat contradictoire entre le bureau régional compétent de l'Agence et le bénéficiaire, comme étant moins favorables à l'épanouissement de celui-ci et à son développement personnel;
 - d) elles se basent sur une méthodologie et/ou une pédagogie peu ou pas adaptée au bénéficiaire.

§ 2. Lorsque les conditions visées au § 1^{er} sont remplies, le bureau régional compétent de l'Agence, en partenariat avec le centre éventuellement pressenti, identifie avec le bénéficiaire et en fonction de ses besoins la phase du processus d'intégration visé à l'article 2, 5°, dans laquelle il doit s'inscrire :

1° s'il apparaît que le bénéficiaire souhaite clarifier son projet professionnel ou qu'une confrontation aux réalités du métier envisagé est souhaitable, le bureau régional, selon les cas :

a) autorise son inscription dans un module d'émergence et d'insertion, visé à l'article 2, 5°, 1, b, ou lui propose de s'adresser aux unités d'orientation et de bilan du FOREm afin d'être pris en charge par ces dernières;

b) lui propose de suivre une période d'immersion visée à l'article 2, 5°, 1, a.

2° s'il apparaît que le bénéficiaire exprime un projet professionnel clair, mais qu'il ne dispose pas des pré-requis nécessaires à l'entrée dans un dispositif de formation qualifiante, le bureau régional autorise son inscription dans une phase de préformation, visée à l'article 2, 5°, 2.

3° s'il apparaît que le bénéficiaire exprime un projet professionnel clair et semble disposer des pré-requis nécessaires, le bureau régional le soumet à un examen du service de la médecine du travail agréé par le centre pressenti par le bénéficiaire, aux fins de se prononcer sur d'éventuelles contre-indications médicales.

En cas de décision négative de ce service, le bureau régional notifie au bénéficiaire une décision de refus pour la formation envisagée et examine avec lui une autre orientation.

En cas de décision positive de ce service, le bureau régional soumet le bénéficiaire à un test d'admission dans le centre pressenti par le bénéficiaire.

En outre, si le bénéficiaire souhaite confronter son projet de formation aux réalités du métier envisagé, le bureau régional autorise son inscription dans une période d'immersion, visée à l'article 2, 5°, 1, a. Dans ce cas, le test d'admission se situera dans cette période. Dans la semaine suivant celle-ci, un rapport, établi selon un canevas fixé par l'Agence, est transmis au bureau régional.

§ 3. L'Agence dispose d'un délai de quarante-cinq jours pour mettre en œuvre les procédures visées aux § 1^{er} et 2.

§ 4. En cas de réussite du test d'admission, le bureau régional compétent de l'Agence notifie au bénéficiaire une décision d'accès à la formation pressentie.

En cas d'échec du test d'admission, le bureau régional notifie au bénéficiaire une décision de refus pour la formation envisagée et lui propose de suivre une préformation ou un module d'émergence ou d'insertion, ou, s'il échoue, examine avec lui une autre orientation.

CHAPITRE II. — *Du contrat*

Art. 27. Pour remplir les missions visées au titre II, les centres concluent avec les bénéficiaires un contrat, au sens de l'article 2, 7°. Ce contrat doit être agréé par l'Agence. A défaut, le centre ne peut prétendre au subventionnement visé au titre V.

Art. 28. Le contrat est conclu par écrit et établi en trois exemplaires, dont un est remis à chacune des parties et à un à l'Agence.

Art. 29. Le contrat ne peut excéder, pour chaque période, module ou champ d'intervention visé aux articles 4, § 3, 5, et 6, § 1^{er}, la durée maximale prévue par ces dispositions.

Art. 30. Le contrat doit contenir :

- 1° l'identité ou la dénomination et le domicile ou le siège des parties;
- 2° la date du début du contrat et sa durée;
- 3° l'objet du contrat;
- 4° les obligations respectives des parties, énoncées à l'article 31, §§ 1^{er} et 2.

Art. 31. § 1^{er}. Le centre doit :

1° assurer au stagiaire une qualification professionnelle, en lui transmettant les connaissances professionnelles théoriques et pratiques nécessaires;

2° mettre à la disposition du stagiaire l'éventuel équipement nécessaire à la formation, notamment le matériel, l'outillage, les vêtements de travail et les accessoires de sécurité et de protection en ordre de marche et régulièrement entretenus;

3° veiller à la bonne exécution du contrat, observer le comportement du stagiaire en vue d'apprécier son évolution et communiquer ses observations tant au stagiaire qu'au délégué de l'Agence;

4° proposer au stagiaire et assurer, à sa demande, un suivi post-formatif;

5° veiller avec la diligence d'un bon père de famille à la santé et à la sécurité du stagiaire;

6° s'abstenir d'imposer au stagiaire des tâches étrangères au processus de formation professionnelle ou présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité ou interdites en vertu de la législation du travail;

7° inscrire le stagiaire, en cette qualité, dans le registre du personnel;

8° payer au stagiaire les indemnités visées à l'article 43 et les frais de déplacement et de séjour, calculés conformément à l'arrêté ministériel du 9 avril 1964 fixant les conditions dans lesquelles les charges résultant du déplacement et du séjour des handicapés au lieu fixé pour leur formation, réadaptation ou rééducation professionnelle sont supportées par le Fonds national de reclassement social des handicapés;

9° fournir la preuve qu'il remplit à l'égard du stagiaire les obligations résultant des dispositions légales, décrétales ou réglementaires qui lui incombent, notamment celles découlant des lois relatives à la sécurité sociale des travailleurs, à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou des maladies professionnelles, aux jours fériés légaux, à la réglementation du travail, au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et au paiement des indemnités;

10° aviser immédiatement l'Agence de toute contestation relative à l'exécution du contrat;

11° évaluer la progression de la formation avec le stagiaire, le délégué de l'Agence et, le cas échéant, l'entreprise formatrice, au minimum un mois au moins avant l'échéance prévue au contrat;

12° délivrer au stagiaire à la fin de son contrat une attestation mentionnant la durée et la nature de celui-ci.

§ 2. Le stagiaire doit :

1° se consacrer consciencieusement à l'acquisition de la formation professionnelle;

2° se conformer au règlement d'ordre intérieur et, le cas échéant, respecter le principe de confidentialité des informations auxquelles il aura eu accès;

3° respecter les convenances et les bonnes mœurs pendant l'exécution du contrat;

4° respecter les consignes de sécurité et d'hygiène;

5° agir conformément aux instructions qui lui sont données par le centre ou l'entreprise formatrice en vue de l'exécution du contrat;

6° restituer en bon état les outils, l'équipement, le matériel et les matières premières non utilisées qui lui ont été confiés par le centre;

7° aviser immédiatement l'Agence de toute contestation relative à l'exécution du contrat;

8° participer à l'évaluation visée au § 1^{er}, 11°.

§ 3. Le bureau régional compétent de l'Agence doit :

1° agréer le contrat;

2° lorsque l'évaluation visée au § 1^{er}, 11°, est positive, agréer la reconduction du contrat pour la durée prévue au programme de formation ;

3° déterminer le montant des indemnités et des frais de déplacement et de séjour, visés au § 1^{er}, 8°;

4° jouer un rôle de concertation entre les parties en cas de contestation.

Art. 32. § 1^{er}. L'exécution du contrat est suspendue en cas d'impossibilité temporaire pour l'une des parties d'exécuter le contrat, notamment en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident, de congé de maternité, de rappel sous les armes, d'une mise à l'emploi temporaire ou d'une formation complémentaire suivie par le stagiaire auprès d'un autre opérateur de formation.

La partie intéressée est tenue de justifier de cette impossibilité et, lorsqu'elle résulte d'une incapacité de travail du stagiaire, de produire un certificat médical, au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant le début de l'incapacité.

En cas de suspension de l'exécution du contrat, celui-ci est prolongé d'une période égale à celle de la suspension, moyennant la conclusion d'un avenant au contrat.

La suspension et la reprise de l'exécution du contrat pendant la période couverte par le contrat initial ou par un avenant doivent être signalées à l'Agence par le centre, dans un délai de dix jours calendrier au maximum.

§ 2. Le contrat ne prévoit une période d'essai que si sa durée atteint ou dépasse six mois.

Dans ce cas, la période d'essai est fixée à un mois. Elle est prolongée des périodes de suspension de l'exécution du contrat.

Art. 33. § 1^{er}. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le contrat prend fin, avant l'expiration du terme prévu, moyennant l'information de l'Agence :

1° par la volonté des deux parties;

2° par la volonté d'une des parties, à tout moment, au cours de la période d'essai;

3° lorsqu'il existe un motif grave de rupture prévu aux articles 34 et 35;

4° lorsqu'une suspension de l'exécution du contrat se prolonge plus de trois mois et que l'une des parties ne désire plus que le contrat se poursuive;

5° par la volonté du centre, lorsque plusieurs des évaluations visées à l'article 14, § 1^{er}, 3° s'avèrent négatives; dans ce cas, le centre peut rompre le contrat moyennant un préavis de sept jours calendrier, notifié par recommandé et prenant cours le lundi suivant la semaine pendant laquelle il a été donné;

6° par la volonté du stagiaire, dans le cas où celui-ci débute une activité professionnelle dans le secteur privé, le secteur public ou en tant qu'indépendant;

7° par la dissolution du centre;

8° par la force majeure, lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution du contrat;

9° par la notification aux parties, sous pli recommandé à la poste, du retrait de l'agrément du contrat par l'Agence, lorsque l'une des parties a produit à l'Agence des documents faux ou falsifiés.

§ 2. Toute rupture injustifiée peut entraîner la suspension du bénéfice des prestations de l'Agence visées au présent arrêté à l'égard de la partie responsable de cette rupture.

Art. 34. Sont constitutives de motif grave imputable au stagiaire, justifiant la résiliation de plein droit du contrat, les circonstances suivantes :

1° lorsqu'il se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves à l'égard du personnel du centre;

2° lorsqu'il leur cause intentionnellement un préjudice matériel ou moral grave lors de l'exécution du contrat;

3° lorsqu'il contrevient au principe de confidentialité des informations auxquelles il a éventuellement eu accès;

4° en général, lorsqu'il manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la sécurité et à la discipline du centre ou à l'exécution du contrat;

5° lorsque des absences injustifiées se répètent et dépassent quatorze jours ouvrables cumulés. Dans ce cas, la rupture du contrat ne peut être invoquée qu'après un avertissement adressé par recommandé;

6° lorsque le stagiaire a produit de faux documents en vue de la conclusion du contrat.

Art. 35. Sont constitutives de motif grave imputable au centre, justifiant la résiliation de plein droit du contrat, les circonstances suivantes :

1° lorsque le centre se rend coupable à son égard d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves;

2° lorsque le centre tolère de la part de tiers de semblables actes à l'égard du stagiaire;

3° lorsque la moralité du stagiaire est mise en danger au cours du contrat;

4° lorsque, au cours du contrat, sa santé et sa sécurité se trouvent exposées à des dangers qu'il ne pouvait prévoir au moment de la conclusion de celui-ci;

5° en général, lorsque le centre manque gravement à ses obligations relatives à l'exécution du contrat.

TITRE V. — Du subventionnement des centres de formation professionnelle

CHAPITRE I^{er}. — Du subventionnement du fonctionnement des centres de formation professionnelle

Art. 36. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'Agence reconnaît à chaque centre, pour chaque période d'agrément, un nombre d'heures subsidiées forfaitairement à 10,62 euros par heure. Le montant ainsi obtenu constitue l'enveloppe annuelle du centre.

Le nombre d'heures subsidiées correspond au nombre d'heures agréées en vertu de l'article 19.

Art. 37. Le forfait horaire visé à l'article 36 est indexé conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et est lié à l'indice pivot 1.2936 du 1^{er} mars 2002.

Art. 38. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'enveloppe annuelle peut être augmentée d'un coefficient d'adaptation, fixé par le Gouvernement, permettant aux centres de financer les augmentations dues à l'évolution de l'ancienneté pécuniaire de leur personnel d'encadrement, arrêtée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 39. Un montant correspondant à 70 % au moins de l'enveloppe annuelle est affecté aux charges du personnel occupé par le centre dans les liens d'un contrat de travail et aux honoraires versés aux prestataires extérieurs auxquels le centre fait éventuellement appel pour l'exécution de tâches administratives, comptables et d'entretien.

Art. 40. Les charges financées au moyen de l'enveloppe annuelle doivent être admises par l'Agence sur la base des principes d'admissibilité des charges fixés à l'annexe IV. Les charges du personnel occupé par le centre dans les liens d'un contrat de travail sont prises en considération sur la base des échelles barémiques et des dispositions reprises à l'annexe II.

Art. 41. Les centres sont autorisés à utiliser, pour leur objet social, les recettes éventuelles liées à leurs activités de production, dans le respect des principes d'admissibilité des charges fixés à l'annexe IV.

Les recettes provenant de l'activité de formation des centres sont récupérées intégralement par l'Agence.

Art. 42. L'Agence liquide au début de chaque trimestre 25 % de l'enveloppe annuelle.

Les dépenses des centres font chaque année l'objet d'un contrôle comptable par les services de l'Agence, qui récupère, s'il échet, la partie de l'enveloppe annuelle non consommée.

CHAPITRE II. — Du subventionnement des indemnités du stagiaire

Art. 43. Les indemnités du stagiaire, se composent :

1° d'une indemnité de base;

2° d'une prime complémentaire.

Art. 44. L'indemnité de base, visée à l'article 43, 1°, est fixée à 40 % du revenu minimum mensuel moyen, tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

Le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 60 %, lorsque le stagiaire justifie d'une des situations suivantes :

1° constituer un ménage avec une personne disposant de revenus inférieurs au taux forfaitaire des allocations de chômage pour les cohabitants;

2° cohabiter, sans conjoint et exclusivement avec :

a) un ou plusieurs enfants, à la condition qu'il puisse prétendre pour au moins un de ceux-ci à des allocations familiales ou que ceux-ci disposent de revenus inférieurs au taux forfaitaire des allocations de chômage pour les cohabitants;

b) un ou plusieurs enfants et d'autres parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus, à la condition qu'il puisse prétendre aux allocations familiales pour au moins un de ces enfants et que les autres parents ou alliés disposent de revenus inférieurs au taux forfaitaire des allocations de chômage pour les cohabitants;

c) un ou plusieurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus, disposant de revenus inférieurs au taux forfaitaire des allocations de chômage pour les cohabitants.

Art. 45. L'indemnité horaire de base est égale à trois fois le montant mensuel de base visé à l'article, divisé par 13 x 38.

Art. 46. L'indemnité de base, visée à l'article 43, 1°, est diminuée du montant des interventions légales et réglementaires allouées au stagiaire, établi conformément aux dispositions de l'article 47 et ce, à concurrence de 75 % de leur montant.

Art. 47. Les interventions légales et réglementaires, dont question à l'article 46 sont :

1° les pensions, ainsi que tous les avantages en tenant lieu ou leur étant accordés en complément :

a) soit par ou en vertu d'une loi belge ou étrangère;

b) soit par un pouvoir public ou par un organisme d'intérêt public;

2° les indemnités, allocations et rentes viagères octroyées aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci;

3° les indemnités allouées à une personne handicapée victime d'un accident, en application des articles 1382 et suivants du Code civil, ou en application de toute autre législation étrangère analogue;

4° les indemnités d'incapacité de travail octroyées en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

5° les allocations de chômage octroyées en application de la réglementation relative à l'emploi et au chômage;

6° les allocations de remplacement de revenus octroyées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, ou les allocations ordinaires ou spéciales octroyées en application de l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés;

7° les revenus professionnels imposables.

Lorsque l'intervention visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est liquidée sous forme de capital ou de valeur de rachat, les dispositions figurant à l'article 30 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration seront appliquées.

Il n'est en aucun cas tenu compte de la partie des interventions légales ou réglementaires qui est octroyée au titre d'allocations familiales, d'allocations d'intégration en application de la loi du 27 février 1987 précitée, ou d'indemnité pour l'aide d'une tierce personne en application de l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Art. 48. La prime complémentaire visée à l'article 43, 2°, est fixée à 1,1040 euros par heure effectivement prestée ou assimilée.

Elle est indexée conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et est liée à l'indice pivot 1.2936 du 1^{er} mars 2002.

Art. 49. Le centre est tenu de payer les indemnités prévues à l'article 43 à intervalles réguliers, dont la durée ne peut excéder un mois.

Art. 50. § 1^{er}. Les cotisations de sécurité sociale dues par le stagiaire sont retenues sur l'indemnité de base, telle que calculée conformément à l'article 46 et sur la prime complémentaire visée à l'article 43, 2°, et versées à l'Office national de sécurité sociale par le centre.

§ 2. Les cotisations de sécurité sociale dues par le centre sont versées par celui-ci à l'Office national de sécurité sociale au titre du contrat de formation professionnelle.

§ 3. Le centre adresse à l'Agence un état trimestriel des cotisations patronales de sécurité sociale qu'il a versées à l'Office national de sécurité sociale.

Art. 51. Le centre paye la prime assurance-loi pour l'ensemble des stagiaires et les frais inhérents à la médecine du travail.

CHAPITRE III. — *Du remboursement des frais par l'Agence*

Art. 52. L'Agence rembourse au centre :

1° les indemnités visées à l'article 43;

2° les frais de déplacement et de séjour, versés aux stagiaires et aux bénéficiaires, conformément à l'arrêté ministériel du 9 avril 1964 fixant les conditions dans lesquelles les charges résultant du déplacement et du séjour des handicapés au lieu fixé pour leur formation, réadaptation ou rééducation professionnelle sont supportées par le Fonds national de reclassement social des handicapés;

3° les cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 50;

4° la prime et les frais visés à l'article 51.

TITRE VI. — Du suivi et du contrôle par l'Agence

Art. 53. La Direction de la formation de l'Agence désigne en son sein un référent pédagogique.

Celui-ci a pour missions :

1° de favoriser l'émergence d'une culture pédagogique spécifique à la personne handicapée et commune à l'ensemble des centres;

2° de coordonner l'action des différents coordinateurs pédagogiques des centres;

3° de veiller à l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché de l'emploi.

Art. 54. L'inspection pédagogique de l'Agence est chargée de veiller au respect du projet pédagogique, visé aux articles 11 et 12.

A cet effet, elle évalue l'application du projet et soumet à l'Administration un rapport circonstancié, dans les trois mois précédant l'expiration de chaque durée d'agrément.

Art. 55. L'Agence a pour mission de procéder à l'évaluation visée à l'article 31, § 1^{er}, 11°.

Art. 56. Conformément à l'article 57 du décret, l'Agence effectue les enquêtes et les visites qu'elle juge nécessaire auprès du centre ou de l'entreprise formatrice.

L'Agence peut réclamer au centre tout document qu'elle estime justifié.

TITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 57. Les centres de formation professionnelle qui ne satisfont pas aux conditions imposées par le présent arrêté disposent d'un an, à partir de son entrée en vigueur, pour s'y conformer.

TITRE VIII. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 58. Un article 24bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997 portant approbation du règlement d'ordre intérieur des conseils d'avis de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées :

« Art. 24bis. Un groupe de travail permanent est créé au sein du conseil d'avis pour l'emploi et la formation.

Il est chargé d'éclairer le conseil sur :

1° les demandes d'agrément introduites par les centres visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle, sur base des critères visés à l'article 23 dudit arrêté;

2° sur le rapport d'évaluation visé à l'article 62 dudit arrêté ».

Art. 59. L'article 26, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi est complété par la disposition suivante :

« 8° le revenu d'intégration visé par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ».

Art. 60. Sont abrogés, en ce qui concerne la région de langue française :

1° les articles 44 à 46, 56, § 2, 2°, 4° et 5°, 57 à 61, 67, 74, 75 et 78 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés;

2° la décision réglementaire du 7 février 1964 déterminant les modalités et conditions d'agrément provisoire des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés;

3° le chapitre 2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1966 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés;

4° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1990 fixant les conditions d'octroi, le montant et les modalités de paiement des allocations et compléments de rémunération prévus en faveur des personnes handicapées soumises à une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle, en ce qui concerne le contrat de formation professionnelle.

Titre IX. — Dispositions finales.

Art. 61. Le Ministre charge l'administrateur général de l'Agence de lui fournir annuellement, pour le 31 mars, une évaluation portant sur l'application du présent arrêté.

Art. 62. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 63. Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe I^e

FONCTIONS, PROFILS ET QUALIFICATION DU PERSONNEL

1. Technicien de surface

Description de fonction :

Nettoyage des locaux et de l'équipement

Gestion des produits d'entretien

Profil :

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe

Capacité à organiser son travail

Avoir un comportement adéquat vis-à-vis des personnes handicapées

Qualifications minimales exigées : aucune

Barème : échelle 1

2. Ouvrier polyvalent

Description de fonction :

Entretien des bâtiments et des locaux

Entretien du petit matériel et suivi du parc automobile éventuel

Application du respect des normes (notamment de sécurité et d'hygiène)

Suivi et/ou entretien des vêtements de travail

Participation active aux objectifs du centre

Transport de personnes et de marchandises

Profil :

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe

Permis C et/ou D (lorsque le parc automobile le justifie)

Sens des responsabilités, autonomie et capacité de prise d'initiative

Avoir un comportement adéquat vis-à-vis des personnes handicapées

Qualifications minimales exigées : Certificat d'Enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD)

Barème : échelle 2

3. Assistant administratif

Description de la fonction :

Tâches administratives courantes :

Accueil, téléphone, classement

Rédaction et expédition du courrier

Administration générale

Gestion fourniture de bureau

Gestion de dossier

Gestion de l'agenda

Profil :

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe

Polyvalence

Sens des responsabilités

Connaissance des logiciels courants

Capacité d'organisation, rigueur

Ethique professionnelle

Capacité de se former (logiciel, législation, ...)

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Qualifications minimales exigées : Certificat d'Enseignement secondaire supérieur (CESS) ou Certificat de Qualification 7^e année (CQ7)

Barème : échelle 3

4. Technicien

Description de la fonction :

Assurer la gestion du parc « machine »

— Installation

— Entretien

— Réparation

Gestion « administrative » dudit parc

— Inventaire

— Remplacement

— Programmation

Profil :

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe
 Permis C et/ou D (lorsque le parc automobile le justifie)
 Sens des responsabilités, autonomie et capacité de prise d'initiative
 Avoir un comportement adéquat vis-à-vis des personnes handicapées

Qualifications minimales exigées : Graduat

Barème : échelle 4

5. Comptable

Description de la fonction :

Gestion des stocks

Suivi et traitement des opérations (banque, caisse, opérations diverses, factures, ...) de la Comptabilité générale (vérification, imputation, encodage, balance, bilan, compte de résultat)

Comptabilité analytique

Bilan, comptes de résultats de l'a.s.b.l.

Profil :

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe
 Polyvalence
 Sens des responsabilités
 Connaissances des logiciels courants
 Capacité d'organisation, rigueur
 Ethique professionnelle capacité à se former (logiciel, législation, ...)
 Ouverture aux problèmes des publics en difficultés et connaissance du monde du handicap

Qualifications minimales exigées : Graduat en comptabilité

Barème : échelle 4

6. Secrétaire administratif

Description de la fonction :

Comptabilité courante du centre

— Suivi et traitement de l'ensemble des opérations

— Vérification, imputation, encodage, balance, ...

— Bilan et compte de résultat de l'a.s.b.l. en collaboration avec le service comptable extérieur

Calcul des salaires des stagiaires, allocations, frais de déplacement

Préparation des réunions et des dossiers

Collations des données pour l'AWIPH, le secrétariat social, ...

Suivi des dossiers administratifs

Profil :

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe
 Polyvalence
 Sens des responsabilités
 Connaissances des logiciels courants
 Capacité d'organisation, rigueur
 Ethique professionnelle capacité à se former (logiciel, législation, ...)
 Ouverture aux problèmes des publics en difficultés et connaissance du monde du handicap

Qualification : Graduat en secrétariat de direction / administration

Barème : échelle 4

Formateur

Description de la fonction :

Enseignement d'un savoir faire et d'un savoir être :

— Préparer le stagiaire à un comportement professionnel

Animation pédagogique de personnes handicapées :

— Elaborer le contenu de la formation

— Faire évoluer le contenu de la formation en fonction de l'évolution des techniques et du marché de l'emploi

— Participer à l'élaboration des outils d'évaluation et à leur évolution

— Adapter la formation aux possibilités du stagiaire et à son projet

— Participer à l'évaluation globale du stagiaire (par rapport à l'ensemble de son programme)

— Ajuster le programme et la méthode en fonction des évaluations

— Participer à l'observation et à l'orientation du candidat stagiaire

Contacts extérieurs :

- Assurer le suivi du stagiaire en entreprise et y évaluer sa progression
- Participer à la recherche des périodes de formation en entreprise
- Organiser les visites d'entreprise ou d'autres visites en rapport avec la formation

Participation au fonctionnement du centre

- Assurer le suivi pédagogique du stagiaire en contrat d'adaptation professionnelle
- Gérer le stock des matériaux nécessaires à la formation
- Assurer le suivi des commandes
- Participer à l'insertion socio-professionnelle du stagiaire

Profil :

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Maîtrise de la matière enseignée

Capacité de mise en œuvre d'une pédagogie différenciée (formation individualisée et/ou en petit groupe)

Capacité à collaborer à un travail d'équipe

Autonomie – responsabilité

Faculté d'adaptation

Ethique professionnelle

Qualifications minimales exigées :

Graduat

Certificat d'Enseignement secondaire supérieur (CESS) ou Certificat de Qualification 7^e année (CQ7)

Certificat d'Enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD)

Expériences utiles minimales :

pour les CESS et CQ7 : cinq ans de pratique

pour les CESDD : dix ans de pratique

Conditions supplémentaires obligatoires :

Certificat d'aptitude pédagogique ou études d'éducateur ou formation pédagogique assimilable à acquérir dans le délai le plus rapproché avec un maximum de quatre ans à partir de la date de l'engagement.

Barème : échelle 5

Agent en intégration professionnelle

Description de la fonction :**Contacts extérieurs :**

- Gestion contractuelle de la formation en entreprise
- Promotion des aides à l'emploi auprès des entreprises
- Recherche d'entreprises partenaires (dans le cadre du parcours formation-insertion) et d'accès à l'emploi
- Placement des stagiaires
- Collaboration avec les organismes de placement
- Accompagnement des stagiaires dans leur recherche d'emploi et leur insertion socioprofessionnelle

Participation au fonctionnement du centre

- « Ensemblier » du parcours formation-insertion
- Elaboration avec le stagiaire d'un projet professionnel réaliste (en collaboration avec l'équipe)
- Préparation des stagiaires à la recherche d'emploi
- Information au centre sur l'évolution des métiers

Profil :

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Compétence d'animateur, de médiateur et négociateur

Maîtrise des techniques d'entretien

Sens de l'organisation

Notions de marketing, de sciences du travail

Capacité d'assimiler un grand nombre d'informations (notamment d'ordre juridique et social), de les traiter et de les transmettre à différents publics en adoptant le langage adéquat

Avoir une expérience professionnelle (connaissance du monde des entreprises)

Sens « commercial »

Adaptabilité et disponibilité

Ethique professionnelle

Expérience commerciale

Qualifications minimales exigées : soit

Graduat en marketing ou

Graduat sciences humaines ou

Etudes supérieures non universitaires dans une ou plusieurs finalités professionnelles poursuivies dans le CFP

Barème : échelle 5

8. Assistant social

Description de la fonction :

Information des services en contact avec le public handicapé sur l'offre de formation et les conditions d'accès au centre

Participation à l'orientation et à la sélection interne des candidats stagiaires

Suivi social et familial des stagiaires

Suivi de l'évolution du stagiaire en formation (sur le plan social)

Relation avec le Bureau régional de l'AWIPH dans le cadre des demandes de formation (formulaire d'introduction de la demande, contrat, ...)

Sensibilisation de l'équipe aux besoins des personnes handicapées

Information des stagiaires sur leurs droits et devoirs et plus particulièrement en tant que personnes handicapées

Faciliter l'accès du stagiaire au bénéfice de ses droits

Accompagnement du stagiaire auprès d'organismes ou de personnes extérieures (forem, logement, ...)

Faciliter l'intégration du stagiaire en CFP

Faciliter les relations entre stagiaires et entre stagiaires et membres de l'équipe d'encadrement

Assurer ponctuellement une fonction pédagogique (législation sociale, ...)

Profil :

Compétences juridiques et sociales

Capacité d'écoute

Animation

Capacité de médiation

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Ethique professionnelle

Qualifications minimales exigées : Graduat assistant social

Barème : échelle 5

9. Directeur

Description de la fonction :

Animation pédagogique du centre :

— Conception, élaboration et supervision des programmes de formation

— Evaluation et adaptation des programmes de formation

— Animation de l'équipe de formation

Direction et gestion journalière du centre :

— Budget et suivi comptable

— Gestion et suivi administratif y compris au niveau du subside européen

— Gestion des ressources humaines

Contacts extérieurs :

— Personne responsable vis-à-vis des pouvoirs (organisateur et subsidant)

— Etablissement et suivi des contacts avec le milieu socio-économique local et subrégional

Etudes et prospectives :

— Recherches de nouvelles méthodes de travail, de nouveaux créneaux et mise en place de stratégies adéquates à l'évolution des centres

— Gestion d'éventuels projets annexes (européens, sociétés à finalité sociale,...)

Profil :

Capacité de direction et de gestion (administrative, comptable et ressources humaines)

« Connaissance » par rapport aux finalités organisées

Capacités pédagogiques

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Qualifications minimales exigées : soit

Licencié (ou gradué) dans le domaine des sciences pédagogiques ou

Licencié (ou gradué) dans le domaine des sciences techniques et/ou économiques et/ou humaines avec certification pédagogique

Expérience utile : trois ans

Barème : échelle 6

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ANNEXE II

BARÈMES

	Echelle 6	Echelle 5	Echelle 4	Echelle 3	Echelle 2	Echelle 1
0	2.722,44	2.168,43	1.920,61	1.564,09	1.606,74	1.395,89
1	2.789,00	2.168,43	1.947,53	1.594,37	1.618,81	1.414,25
2	2.855,56	2.222,67	1.974,44	1.624,65	1.630,86	1.432,60
3	2.922,12	2.222,67	2.001,36	1.654,93	1.642,92	1.450,95
4	2.922,12	2.276,86	2.001,36	1.654,93	1.642,92	1.495,66
5	3.043,28	2.276,86	2.032,59	1.685,21	1.649,13	1.513,11
6	3.043,28	2.331,07	2.032,59	1.685,21	1.649,13	1.513,11
7	3.164,43	2.331,07	2.074,22	1.725,56	1.655,34	1.530,56
8	3.164,43	2.385,29	2.074,22	1.725,56	1.655,34	1.530,56
9	3.285,60	2.385,29	2.145,97	1.806,27	1.661,54	1.548,01
10	3.285,60	2.439,50	2.145,97	1.806,27	1.661,54	1.548,01
11	3.406,76	2.439,50	2.217,73	1.886,98	1.667,75	1.565,46
12	3.406,76	2.454,42	2.217,73	1.886,98	1.667,75	1.565,46
13	3.527,91	2.454,42	2.280,52	1.957,61	1.673,96	1.582,91
14	3.527,91	2.550,07	2.280,52	1.957,61	1.673,96	1.582,91
15	3.649,07	2.550,07	2.343,31	2.028,23	1.695,86	1.600,37
16	3.649,07	2.645,71	2.343,31	2.028,23	1.695,86	1.600,37
17	3.770,23	2.645,71	2.406,10	2.098,86	1.736,14	1.617,82
18	3.770,23	2.741,36	2.406,10	2.098,86	1.736,14	1.617,82
19	3.891,39	2.741,36	2.468,89	2.169,48	1.776,41	1.637,65
20	3.891,39	2.837,01	2.468,89	2.169,48	1.776,41	1.637,65
21	4.012,55	2.837,01	2.531,69	2.240,11	1.816,68	1.657,48
22	4.012,55	2.932,65	2.531,69	2.240,11	1.816,68	1.657,48
23	4.133,71	2.932,65	2.594,47	2.310,74	1.856,95	1.677,31
24	4.133,71	3.028,30	2.594,47	2.310,74	1.856,95	1.677,31
25	4.133,71	3.028,30	2.657,26	2.381,36	1.897,22	1.697,14
26	4.133,71	3.028,30	2.657,26	2.381,36	1.897,22	1.697,14
27	4.133,71	3.028,30	2.720,06	2.451,99	1.937,49	1.716,98
28	4.133,71	3.028,30	2.720,06	2.451,99	1.937,49	1.716,98
29	4.133,71	3.028,30	2.782,96	2.522,61	1.977,76	1.716,98
30	4.133,71	3.028,30	2.782,96	2.522,61	1.977,76	1.716,98

Les barèmes ci-dessus sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 1.2936 du 1^{er} mars 2002.

Calcul de l'ancienneté.

1. Calcul de l'ancienneté interne

a) Est valorisée à 100 % l'ancienneté acquise au sein du Centre ou d'un ou plusieurs autres Centres de formation professionnelle agréé par l'AWIPH lors du changement de fonction d'un membre du personnel à l'exception d'une promotion à la Direction du Centre.

b) Est valorisée à 75 % l'ancienneté acquise au sein du Centre ou d'un ou plusieurs autres Centres de formation professionnelle agréé par l'AWIPH lors de la promotion d'un membre du personnel à la fonction de Direction.

2. Calcul de l'ancienneté externe

a) Seules donnent accès à des années d'ancienneté les prestations antérieures en relation à la fonction qui sera exercée à l'intérieur du Centre.

b) La reconnaissance éventuelle de l'ancienneté se fera à partir de vingt-deux ans.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

ANNEXE III

NOMBRE D'HEURES AGREEES POUR LA PREMIERE PERIODE D'AGREMENT

CFP	Nombre d'heures agréées
9	49.429
11	69.003
18	91.533
19	53.137
23	86.790
25	43.703
26	99.657
27	31.025
31	52.394
33	59.358
35	64.398
38	41.654
41	53.705
48	68.026
	863.811

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
T. DETIENNE

ANNEXE IV

PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

1. Les charges sont réputées non admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants :
 - elles doivent être en rapport direct avec la formation pour laquelle le centre a été agréé et subventionné en fonction du présent arrêté ;
 - elles doivent être raisonnables en regard des besoins de la formation ;
 - elles doivent être comptabilisées dans le respect des principes de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, et de ses arrêtés d'exécution ;
 - elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les A.S.B.L. liées par une direction unique au sens du chapitre III, section I, IV, A, § 6, de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées ;
 - elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées ;
 - elles doivent résulter, le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets ;
 - elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du centre, ou avec des personnes morales parmi lesquelles des membres du pouvoir organisateur ou de la direction du centre n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence.
2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :
 - 2.1 dans les comptes 60 la part des dépenses d'approvisionnements et marchandises affectées exclusivement aux activités de production du centre.
 - 2.2 dans les comptes 61
 - la part des dépenses de services et biens divers affectées exclusivement aux activités de production du centre ;
 - la partie des frais de déplacement du centre qui dépasse le taux prévu pour le personnel des ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001 ;
 - les valeurs d'investissement de plus de 247,89 euros imputées en charge sur un seul exercice ;
 - les honoraires afférents à l'utilisation de personnel externe dans le cadre d'une sous-traitance ou de l'appel à des vacataires, dont les prestations ne se rapportent pas aux fonctions, profils et qualifications prévus aux annexes 1^{re} et 2 de l'arrêté.

Toutefois, pour répondre à des modules innovants ou à certaines missions spécifiques, l'Agence peut, à titre exceptionnel, admettre la prise en charge de frais afférents à du personnel externe, dont les prestations ne se rapportent pas aux fonctions, profils et qualifications prévus aux annexes 1^{re} et 2;

- les frais de représentation qui n'ont pas un lien direct avec l'activité du centre;
- les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, préalablement approuvé par l'Agence.

2.3 dans les comptes 62

— les charges salariales et patronales relatives au personnel interne ne répondant pas aux fonctions, profils, qualifications et barèmes prévus aux annexes 1^{re} et 2 de l'arrêté.

Toutefois, pour répondre à des modules innovants ou à certaines missions spécifiques, l'Agence peut, à titre exceptionnel, admettre la prise en charge de frais afférents à du personnel interne ne répondant pas aux fonctions, profils, qualifications et barèmes prévus aux annexes 1^{re} et 2 de l'arrêté;

- les primes patronales pour assurances extra-légales;
- les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie;
- les avantages extra-légaux octroyés aux travailleurs.

2.4 dans le compte 63

— les charges d'amortissement résultant de taux supérieurs aux suivants :

- 20 % pour les frais d'établissement;
- 33 % pour les immobilisations incorporelles;
- 3 % pour les constructions et terrains bâtis;
- 20 % pour les installations machines et outillages d'un coût inférieur à 1.239,47 euros et 10 % pour les installations machines et outillage d'un coût supérieur. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %;

- 10 % pour le mobilier;
- 20 % pour le matériel roulant;
- l'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires.

- les réductions de valeur sur créances;
- les provisions pour pensions légales et extra-légales;
- les provisions pour gros travaux et gros entretiens;
- les autres provisions.

2.5 dans les comptes 64

- la partie des autres charges d'exploitation affectées exclusivement aux activités de production du centre;
- la T.V.A. non déductible portant sur des charges non admissibles;
- les amendes diverses.

2.6 dans les comptes 65

— la partie des charges financières affectées exclusivement aux activités de production du centre;

— les charges d'intérêt afférentes à des crédits d'investissement n'ayant pas reçu l'approbation de l'Agence;

— les charges de crédit de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté de l'institution. L'institution doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours d'un tel crédit;

- les intérêts de retard imputables à une faute de gestion du centre.

2.7 dans les comptes 66

- la partie des charges exceptionnelles affectées exclusivement aux activités de production du centre.

2.8 dans les comptes 69

- les charges d'affectations et prélèvements.

3. Sont déduites des charges :

— les subventions d'exploitation obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté;

— les diverses récupérations de frais propres aux activités de formation, à l'exception des dons privés, des recettes de fancy-fair ou autres opérations d'appel à des fonds privés. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

- les produits financiers résultant des opérations de placement afférentes aux activités de formation;
- les réductions échelonnées des subsides en capital obtenus des pouvoirs publics pratiquées au même rythme de la prise en charge des amortissements afférents aux immobilisations pour l'acquisition ou la constitution desquelles ils ont été octroyés;
- les produits financiers divers afférents aux activités de formation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 4524

[C — 2002/28186]

7 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 6, 14, 15, 24 en 26;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990 houdende vaststelling van de voorwaarden van toekenning, van het bedrag en van de modaliteiten voor betaling van de uitkeringen en het aanvullend loon ten gunste van de gehandicapten die een beroepsopleiding, omscholing of herscholing doormaken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de adviesraden van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waaals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 mei 2000 en 2 mei 2002;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 september 1966 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra voor beroepsopleiding of omscholing van mindervaliden;

Gelet op de regelgevende beslissing van 7 februari 1965 tot bepaling van de modaliteiten en voorwaarden voor de voorlopige erkenning van de beroepsopleidings- en omscholingscentra voor gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 april 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 mei 2002;

Gelet op het advies van de « Conseil consultatif wallon des personnes handicapées » (Gewestelijke raad van advies voor gehandicapte personen), gegeven op 17 juni 2002;

Gelet op het advies A.662 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 24 juni 2002;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waaals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 27 juni 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 33.898/4, gegeven op 30 september 2002, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt in toepassing van artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

TITEL I. — Algemeen

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° het besluit van 4 juli 1996 : het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

3° het Agentschap : het Waaals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen;

4° de begunstigde : de gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 2 van het decreet en die ten minste 18 jaar oud is;

5° de beroepsopleiding : het proces voor sociale integratie en inschakeling in het beroepsleven met mogelijk volgende fases :

1. een waarnemingsfase bestaande uit ofwel afzonderlijk ofwel opeenvolgend :

a) een onderdompelingsperiode van de begunstigde, met het oog op kennismaking van betrokkene met de werkelijkheid van de vooropgestelde beroepsopleiding, met als doel de bevestiging dat zijn project voor beroepsopleiding relevant is;

b) een module voor de bewustwording en de inschakeling van de stagiair, met tot doel het opmaken van de balans van zijn vaardigheden, het ontdekken van een beroep, het verduidelijken van het project voor zijn beroepsleven en het bewerkstelligen dat hij actor van zijn inschakelingstraject wordt;

2. een vooropleiding van de stagiair bestaande uit de verwerving van de basisvaardigheden die noodzakelijk zijn voor het aanvangen van het proces van sociale integratie en inschakeling in het beroepsleven;

3. het aanleren door de stagiair van een beroep of een functie;

4. een voortgezette opleiding door de bijwerking van de vaardigheden al naar gelang van de evoluerende behoeften van de begunstigde of de stagiair en de bedrijven.

Beroep of functie dienen te worden aangeleerd op grond van een aangepaste pedagogie die berust op het begrip van de afwisselende opleiding bedoeld onder 9°.

Voor de andere fases van de beroepsopleiding kan het centrum eveneens voorzien in opleidingsperiodes in opleidingsbedrijven.

De beroepsopleiding kan plaatsvinden in het kader van een opleiding voor beginners of van een beroepsomschakeling;

6° het centrum : het centrum voor beroepsopleiding erkend door het Agentschap, dat voorziet in de beroepsopleiding ten voordele van de begunstigten;

7° de overeenkomst : de overeenkomst waarbij de beroepsopleiding bedoeld onder 5°, 1, b, 2, 3 en, in voorkomend geval, 4, geformaliseerd wordt;

8° de stagiair : de begunstigde die een beroepsopleidingsovereenkomst met het centrum ondertekend heeft;

9° de afwisselende opleiding : elke actie waarbij één of meerdere opleidingsmedewerkers en één of meerdere werkgevers betrokken worden bij de doorvoering van een programma inzake kwalificerende opleiding waarbij een praktische opleiding met een theoretische opleiding gecombineerd wordt, die algemeen en/of professioneel van aard zijn;

10° het opleidingsbedrijf : elk bedrijf uit de privé- of de overheidssector die in een samenwerkingsverband met het centrum bijdraagt tot de beroepsopleiding van de stagiair;

11° het einddoel : het beroep of de functie beoogd door de opleiding;

12° de omscholingsovereenkomst : de overeenkomst bedoeld in titel II van het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt;

13° de opvolging na opleiding : elke actie die door het centrum ondernomen wordt en die via een overeenkomst geformaliseerd wordt, in een periode van drie jaar te rekenen van het vertrek van de stagiair uit het centrum, met als doel de begeleiding van de stagiair tijdens het proces van sociale integratie en inschakeling in het beroepsleven, waarbij diens inschakeling na opleiding beoogd of ondersteund wordt;

14° de inschakeling na opleiding : elke beroepsactiviteit met een duur van minstens drie jaar die in de privé- of in de overheidssector dan wel als zelfstandige uitgeoefend wordt in een periode van drie jaar volgend op het einde van de beroepsopleiding;

15° de directeur : de als dusdanig betaalde natuurlijke persoon gemachtigd om krachtens een schriftelijke bevoegdheidsoverdracht van de raad van bestuur en onder diens verantwoordelijkheid het dagelijks beheer van het centrum op zich te nemen, minstens voor wat betreft :

a) de doorvoering en de opvolging van het pedagogisch project bedoeld in de artikelen 11 en 12;

b) het personeelsbeheer;

c) het geldelijk beheer;

d) de toepassing van de vigerende regelgeving;

e) de vertegenwoordiging van het centrum in diens betrekkingen met het Agentschap;

16° het integratiepersoneel : de personeelsleden bevoegd voor beroepsintegratie;

17° het maatschappelijk personeel : de maatschappelijke assistenten;

18° het pedagogisch personeel : de opleiders en de psychologen;

19° de Minister : de Minister bevoegd voor Gehandicaptenbeleid.

TITEL II. — Opdrachten van de centra voor beroepsopleiding

Art. 3. De opdracht van de centra bestaat erin :

1° in een beroepsopleiding te voorzien zoals bedoeld in artikel 2, 5°, die aangepast is aan de categorieën begunstigten voor wie het centrum erkend is, waarbij indien mogelijk erover gewaakt wordt dat het opgevangen publiek wat de handicap betreft zo heterogeen mogelijk samen is gesteld;

2° de stagiairs de opvolging na opleiding voor te stellen en op hun verzoek deze dienst bedoeld in artikel 2, 13°, te verlenen, in een samenwerkingsverband met de plaatselijke actoren van de inschakeling in het beroepsleven, alsmede met elke instelling en/of plaatselijke overheid die de beroepsintegratie van gehandicapte personen bevordert;

3° indien er een omscholingsovereenkomst is ondertekend met personen die in aanmerking zijn gekomen voor een opleiding in een centrum, de opmaak van het programma en de opleiding door het bedrijf of de overheidsinstelling die mede de overeenkomst ondertekend hebben, te ondersteunen;

4° indien er een omscholingsovereenkomst is ondertekend met personen die niet in aanmerking zijn gekomen voor een opleiding in een centrum, de opmaak van het programma en de opleiding door het bedrijf of de overheidsinstelling die mede de overeenkomst ondertekend hebben, te ondersteunen op verzoek van het Agentschap.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 3° en 4°, dient de ondersteuning gewaarborgd te worden door een opleider in het betrokken einddoel.

Art. 4. § 1. De onderdompelingsperiode bedoeld in artikel 2, 5°, 1, a, heeft een maximumduur van 38 uur. Op verzoek van het Agentschap of van het centrum dan wel van de begunstigde na instemming van het Agentschap kan die duur verlengd worden met maximum 38 uur.

§ 2. Het centrum en, in voorkomend geval, het opleidingsbedrijf verzekeren de begunstigde tegen mogelijke ongevallen op de plaatsen waar de onderdompeling zijn beslag krijgt en tijdens de verplaatsing naar die plaatsen.

Het centrum en, in voorkomend geval, het opleidingsbedrijf verzekeren de begunstigde eveneens op het vlak van de burgerlijke aansprakelijkheid zowel voor de schade aan machines en gereedschap als voor de materiële of lichamelijke schade die aan derden toegebracht zou worden tijdens de onderdompelingsperiode.

De eventuele schadeloosstelling wordt berekend volgens hierna volgende modaliteiten :

1° de medische, farmaceutische, ziekenhuis-, prothese-, orthopedische kosten, de daarmee verbonden verplaatsingskosten, evenals de begrafenis kosten worden vastgesteld overeenkomstig de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, na aftrek van de bijdrage van de ziekte- en invaliditeitsverzekering;

2° wat betreft de schadeloosstelling wegens tijdelijke arbeidsongeschiktheid wordt het maximumbedrag van de schadevergoeding, na indexering overeenkomstig de wet van 10 april 1971 voornoemd, vastgesteld op 90 % van het gemiddeld minimummaandinkomen gewaarborgd op het ogenblik van het ongeval, na aftrek van elke andere wettelijke en regelgevende bijdrage;

3° de schadeloosstelling wegens permanente arbeidsongeschiktheid of overlijden wordt vastgesteld overeenkomstig de wet van 10 april 1971 voornoemd, waarbij het refentieeloon uitsluitend bestaande uit het gemiddeld gewaarborgd minimummaandinkomen op het ogenblik van het ongeval of, in voorkomend geval, van het overlijden.

§ 3. De module voor de bewustwording en de inschakeling bedoeld in artikel 2, 5°, 1, b, heeft een maximumduur van 456 uren.

Art. 5. De vooropleidingsperiode bedoeld in artikel 2, 5°, 2, heeft een maximumduur van 1 824 uur.

Art. 6. § 1. De fase waarin een beroep of een functie wordt aangeleerd bedoeld in artikel 2, 5°, 3, kan over de vier hierna volgende inwerkingscycli gespreid worden :

1° een bijscholing en/of een initiatie van de stagiair;

2° het aanleren van de vooraf vereiste vaardigheden;

3° een kwalificerende opleiding;

4° een vervolmaking en een inschakeling in het beroepsleven, in voorkomend geval, in het kader van een omscholingsovereenkomst.

De totale maximumduur voor de aanleerfase bedraagt 5 472 uur.

De totale maximumduur voor de periodes 1° en 2° bedraagt 912 uur.

§ 2. De inwerkingscycli bedoeld in § 1, eerste lid, 3° en 4°, dienen in een opleidingsbedrijf plaats te vinden ten belope van minstens 30 % en hoogstens 70 % van hun duur.

§ 3. De stagiairs die naast hun opleiding een beroepsactiviteit uitoefenen in de privé- of in de overheidssector dan wel als zelfstandige, zijn vrijgesteld van de periodes in een opleidingsbedrijf, voorzover hun beroep verband houdt met de gevolgde opleiding.

§ 4. Voor de stagiairs wier evaluatie in de inwerkingscycli bedoeld in § 1, eerste lid, 1° en 2°, erop wijst dat ze een aangepaste werkbegeleiding nodig hebben, kunnen de latere opleidingsperiodes in een opleidingsbedrijf plaatsvinden in een bedrijf voor aangepast werk, in andere functies dan die waarvoor de begeleiding geldt.

Art. 7. De voortgezette opleiding bedoeld in artikel 2, 5°, 4 heeft een maximumduur van 912 uur.

TITEL III. — Erkenning van de centra

HOOFDSTUK I. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 8. Naast de voorwaarden bedoeld in hoofdstuk IV van titel II van het decreet dienen de centra om erkend te worden te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de afdelingen 1 tot en met 3.

Afdeling 1. — Algemene erkenningsvoorwaarden

Art. 9. De centra moeten :

1° minstens voor 70 % van het aantal erkende uren :

a) de waarneming op zich nemen bedoeld in artikel 2, 5°, 1, a en b, van de begunstigten en de stagiairs;

b) de vooropleiding of het aanleren van een beroep of een functie bedoeld in artikel 2, 5°, 2 en 3, van de stagiairs voor wie het gewestelijke bureau van het Agentschap een gunstige beslissing getroffen heeft krachtens artikel 26, § 2, 2° of artikel 26, § 4, op zich nemen;

c) zorgen voor de voortgezette opleiding bedoeld in artikel 2, 5°, 4, van de stagiairs.

Daarnaast kunnen maximaal 30 % van de erkende uren gebruikt worden voor de beroepsopleiding van personen die niet in aanmerking komen voor tussenkomsten van het Agentschap, voorzover de opleiding is aangevraagd door een openbare instelling die onder de federale overheid, de Gemeenschap of het Gewest ressorteert, en onder het voorbehoud dat laatstgenoemde instelling de kosten van de opleiding op zich neemt;

2° de opdrachten omschreven in titel II naleven;

3° hun werking ontplooiën met inachtneming van de beginselen gedragen door de beschikkende teksten die in het Waalse Gewest van kracht zijn en die de inschakeling van werkzoekenden in het beroepsleven beogen, ofwel in het kader van het handvest over het inschakelingstraject ondertekend op 15 mei 1997, ofwel in het kader van elke andere overeenkomst die het Agentschap mede ondertekend zou hebben, ofwel in het kader van een decreet of een regelgevende tekst;

4° over de aangepaste uitrusting beschikken, alsmede over lokalen die toegankelijk zijn voor de begunstigen en de stagiairs;

5° volgende stukken ter beschikking van het Agentschap stellen :

5.1° een jaarlijks activiteitenverslag volgens een schema dat door het Agentschap is vastgelegd, uiterlijk tegen 15 februari van het jaar volgend op het afgelopen werkjaar. Daarin dienen te worden opgenomen :

a) een analyse van het publiek dat het centrum bezoekt;

b) een kwalitatieve evaluatie van de maatregelen die getroffen zijn om de algemene doelstellingen van het pedagogisch project bedoeld in artikel 11 te halen;

c) een kwalitatieve evaluatie van de maatregelen die getroffen zijn om de doelstellingen die vooropgesteld zijn door de systemen voor inschakeling in het beroepsleven bedoeld in artikel 9, 3°, te halen;

d) de resultaten die behaald zijn wat betreft het verwerven van de vaardigheden;

e) de resultaten die behaald zijn over een periode van drie jaar wat betreft de vooruitgang geboekt door de stagiairs in de verschillende fases van de beroepsopleiding en wat betreft de opvolging en de inschakeling na opleiding;

f) de kwantitatieve en de kwalitatieve evaluatie van de in het leven geroepen plaatselijke samenwerkingsverbanden;

g) de kwantitatieve en de kwalitatieve evaluatie van de acties in verband met de voortgezette opleiding van het personeel bedoeld in artikel 15;

h) een synthese van de werkzaamheden van de pedagogische raad en van de deelnemingsraad bedoeld in artikel 16, § 1 en 2;

i) in voorkomend geval, de perspectieven waarin het pedagogisch project en/of het opleidingsaanbod aangepast kunnen worden;

5.2° de jaarrekeningen van het afgelopen boekjaar, zoals omschreven door het Agentschap, uiterlijk tegen 31 januari van het jaar volgend op het boekjaar;

6° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk;

7° onder de leden van de vereniging geen personeelsleden of met hen tot en met de derde graad verwante personen tellen voor meer dan één vijfde van de leden;

8° in diens raad van bestuur geen personen tellen van hetzelfde gezin, echtgenoten, wettelijk samenwonenden en bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, waarvan het aantal voor elk gezin hoger is dan één derde van het totaal aantal leden van de raad van bestuur, noch personen die deel uitmaken van het personeel van het centrum; de directeur van het centrum dient evenwel met raadgevende stem alle vergaderingen van de raad van bestuur in verband met de organisatie van het centrum bij te wonen, behalve voor de agendapunten waarvoor er een belangenconflict bestaat;

9° in hun raad van bestuur minstens één vertegenwoordiger van het bedrijfsleven tellen;

10° geleid worden door een directeur.

In geval van tekortkomingen of onregelmatigheden in de uitvoering van het mandaat dat aan de directeur is toevertrouwd overeenkomstig artikel 2, 15, nodigt het Agentschap de raad van bestuur bij aangetekend schrijven uit om de schikkingen te treffen die in die omstandigheden vereist zijn;

11° een boekhouding voeren overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en de uitvoeringsbesluiten ervan;

12° de vakbondsafvaardiging de sociale balans zoals omschreven bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans meedelen, alsmede het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld onder 5.1°, de jaarrekeningen bedoeld onder 5.2°, het pedagogisch project bedoeld in artikel 12 en het plan voor voortgezette opleiding bedoeld in artikel 15;

13° een personeel tewerkstellen wiens functies, profielen en kwalificaties overeenstemmen met de functies, profielen en kwalificaties bedoeld in bijlage I, behalve in de gevallen bepaald bij de punten 2.2 en 2.3 van bijlage IV.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden met betrekking tot de begeleidingsnormen

Art. 10. § 1. De centra moeten minstens over het volgende begeleidingspersoneel beschikken :

1° een halve voltijds equivalent of een voltijds equivalent als de erkende uren meer bedragen dan 35 000, die het directeursambt uitoefent;

2° een halve voltijds equivalent die belast is met administratieve taken;

3° een halve voltijds equivalent die de functie van personeelslid bevoegd voor integratie in het beroepsleven uitoefent;

4° een halve voltijds equivalent die de functie van maatschappelijk assistent uitoefent;

5° een voltijds equivalent die de functie van opleider uitoefent, per schijf van 11 000 erkende uren;

6° een halve voltijds equivalent die de functie van psycholoog uitoefent, in de centra die erkend zijn voor de ontwikkeling van een module voor bewustwording en inschakeling bedoeld in artikel 2, 5°, 1, b.

§ 2. De centra moeten onder hun personeel een pedagogische coördinator tellen.

Die functie wordt uitgeoefend door de directeur of door een door laatstgenoemde afgevaardigde-opleider die onder diens verantwoordelijkheid handelt. In dit geval dient de opleider houder te zijn van het getuigschrift pedagogische bekwaamheid.

Het aantal uren dat aan de opdracht van de pedagogische coördinator besteed wordt, wordt door de directeur bepaald na advies van de pedagogische raad.

Afdeling 3. — Erkenningsvoorwaarden met betrekking tot de pedagogie

Art. 11. De centra zijn ertoe verplicht een pedagogisch project uit te werken. Daarmee worden minstens volgende doelstellingen beoogd :

1° de begunstigden en de stagiairs helpen bij het bepalen en het verwezenlijken van hun socio-professioneel project;

2° ervoor zorgen dat elke stagiair op zijn eigen leerritme een geïndividualiseerde opleiding volgt in functie van zijn behoeften en mogelijkheden;

3° het mogelijk maken dat de stagiair een begeleiding krijgt die aangepast is aan zijn handicap, meer bepaald wat de uurregeling en de medische opvolging en/of de psychologische opvolging extra muros betreft;

4° op een continue wijze de ontwikkeling van de stagiair waarnemen en evalueren ten opzichte van de regelingen die in het Waalse Gewest van kracht zijn, bedoeld in artikel 9, 3°.

Art. 12. In het pedagogisch project moeten aan bod komen :

1° de in aanmerking genomen einddoelen wat betreft de beroepsopleiding, een voorstel voor het aantal desbetreffende uren en hun verband met :

a) het bestaan van het opleidingsaanbod in het Waalse Gewest en de toegangsmogelijkheden voor de gehandicapte personen tegenover dat aanbod;

b) de perspectieven van de arbeidsmarkt in de desbetreffende sector;

2° het model voor de toelatingstest bedoeld in artikel 26, § 5, derde lid, waarbij per einddoel de vooraf bepaalde vereisten geëvalueerd worden, alsmede de afstemming van de per centrum ontwikkelde methodologieën op diens project;

3° de beoogde beroepsopleidingsprogramma's, met bepaling van :

a) de noodzakelijke vooraf bepaalde vereisten;

b) de beoogde algemene doelstellingen;

c) de inhoud van de te ontwikkelen vaardigheden, omschreven in te bereiken operationele doelstellingen;

d) de modaliteiten van de tussentijdse evaluatie;

e) de modaliteiten voor de evaluatie van de algemene doelstellingen en de mate waarin verwacht wordt dat deze beheerst worden.

De beroepsopleidingsprogramma's met betrekking tot het aanleren van een beroep of van een functie bedoeld in artikel 2, 5°, 3, moeten :

a) uitgewerkt worden op grond van referenties inzake kwalificatie en tewerkstelling, in samenwerking met de overheidsdiensten bevoegd voor tewerkstelling en de sociale partners, in een Europese, federale, communautaire en gewestelijke optiek;

b) gericht zijn op het behalen van een mate van beheersing van de algemene doelstellingen die de validering van de vaardigheden door de daartoe gemachtigde gewestelijke instellingen mogelijk maakt of die het in rekening brengen ervan in een certificeringsproces mogelijk maakt;

4° de in aanmerking genomen pedagogische methodes en het aantonen dat ze specifiek zijn ten opzichte van :

a) de kenmerken en de behoeften van de stagiair;

b) de fases en de modaliteiten van de beroepsopleiding, meer bepaald wat betreft de afwisselende opleidingen bedoeld in artikel 2, 9°.

De centra die productieactiviteiten ontwikkelen, moeten aantonen dat laatstgenoemden nauwkeurig aansluiten op de pedagogische doelstelling van de geïmplementeerde beroepsopleidingsprogramma's en voor de stagiairs van enig pedagogisch nut zijn;

5° de modaliteiten voor de pedagogische en sociale begeleiding van de stagiairs tijdens de hele duur van hun opleiding, alsmede de modaliteiten van de opvolging na opleiding;

6° de afstemming van het organogram van het pedagogisch personeel en van de beoogde materiële middelen op het pedagogisch project.

Indien de centra een beroep doen op ander personeel dan het personeel bedoeld in artikel 10, § 1, onder de voorwaarden bedoeld in de punten 2.2 en 2.3 van bijlage IV, dienen ze de profielen en de kwalificaties waaraan dat personeel moet beantwoorden, te bepalen, alsmede de specifieke rol die van dat personeel verwacht wordt;

7° de beschrijving van de samenwerkingsverbanden, zowel in het kader van de beroepsopleiding als in het kader van de opvolging na opleiding;

8° de modaliteiten voor de evaluatie van het pedagogisch project en de implementering ervan;

9° het verband tussen het pedagogisch project en de opdrachten omschreven in titel II.

Art. 13. De pedagogische coördinator bedoeld in artikel 10, § 2, heeft als opdracht toezicht te houden over de implementering van het pedagogisch project.

Dat project bestaat erin :

- 1° de werkzaamheden van de pedagogische raad bedoeld in artikel 16 te coördineren;
- 2° de beroepsopleidingsprogramma's bedoeld in artikel 12, 3°, in overleg met de pedagogische raad uit te werken;
- 3° de afstemming van de opleiding van de stagiair op de operationele doelstellingen bedoeld in artikel 12, 3°, c, te controleren;
- 4° de verantwoordelijkheid voor de implementering van het plan voor voortgezette opleiding bedoeld in artikel 15 op te nemen;
- 5° de communicatie met de Directie opleidingen van het Agentschap in te vullen, met het oog op een gemeenschappelijke pedagogische cultuur;
- 6° samen met het Agentschap en de pedagogische coördinatoren van alle centra een gemeenschappelijk beleid op het vlak van beroepsopleiding uit te werken.

Art. 14. § 1. Voor elke stagiair maakt het centrum een pedagogisch dossier op waarin minstens melding gemaakt wordt van :

- 1° de resultaten die behaald zijn bij de toelatingstest bedoeld in artikel 26, § 5, derde lid;
- 2° de doelstellingen en het proces van de opleiding, alsmede van de modaliteiten voor de daarop betrekking hebbende evaluatie.

Over het opleidingsproces wordt tussen het centrum en de stagiair onderhandeld. Voor de periodes waarin een opleiding in een bedrijf plaatsvindt, wordt er onderhandeld tussen het centrum, de stagiair en het opleidingsbedrijf;

- 3° de maandelijkse tussentijdse evaluaties;
- 4° het uiteindelijke evaluatieverslag waarin de stand van zaken wordt opgemaakt wat betreft de vaardigheden van de stagiair aan het eind van de opleiding;
- 5° een opname van de aanwezigheden van de stagiair in het centrum en in het opleidingsbedrijf;
- 6° in voorkomend geval, de overeenkomst betreffende de overeenkomst na opleiding;
- 7° de resultaten van een eventuele inschakeling na opleiding.

§ 2. Het pedagogisch dossier wordt uitgewerkt en opgevolgd in onderlinge samenwerking met de stagiair en, in voorkomend geval, met het opleidingsbedrijf. Het kan op verzoek van één der partijen worden herzien.

Art. 15. § 1. Ter attentie van de directeur, van het pedagogisch, het maatschappelijk en het integratiepersoneel wordt er door het centrum een plan voor voortgezette opleiding opgemaakt dat minstens over twee jaar loopt. Dat plan berust op het pedagogisch project bedoeld in de artikelen 11 en 12.

Het wordt opgebouwd in de pedagogische raad bedoeld in artikel 16, § 1, en het bepaalt de nagestreefde doelstellingen.

Het beschrijft het verband tussen de globale omgeving van het centrum, de dynamiek van het pedagogisch project en de ontwikkeling van de zowel technische als pedagogische vaardigheden van het personeel. Het bepaalt de criteria, de modaliteiten en de periodiciteit van de evaluatie van deze drie aspecten.

§ 2. Wat betreft de ontwikkeling van de technische vaardigheden, beoogt het opleidingsplan de bijwerking van de vaardigheden van de opleiders en de personeelsleden bevoegd voor de beroepsintegratie tegenover de evoluerende behoeften van de bedrijven.

§ 3. Wat betreft de pedagogische vaardigheden, wordt het opleidingsplan opgemaakt op grond van de behoeften van het centrum op dat vlak. Het wordt aan het Agentschap overgemaakt volgens de modaliteiten die door laatstgenoemde zijn vastgelegd. Het Agentschap brengt ze samen, onder de voorwaarden bepaald door diens beheerscomité, in de opleidingsprogramma's die het instelt ter attentie van het personeel van de erkende en gesubsidieerde diensten.

Het personeel bedoeld in § 1 wordt ertoe verplicht aan de opleidingsmodules die door het Agentschap worden georganiseerd, deel te nemen.

Art. 16. § 1. Het centrum wordt voorzien van een pedagogische raad waarin de directeur, het pedagogisch, het maatschappelijk en het integratiepersoneel zetelen.

Die raad is ermee belast, een met redenen omkleed advies uit te brengen over :

- 1° het pedagogisch project zoals het aan het Agentschap zal worden voorgelegd;
- 2° het investeringsprogramma dat aan het pedagogisch materieel gekoppeld is;
- 3° het plan voor de voortgezette opleiding van het personeel bedoeld in artikel 15;
- 4° het jaarlijkse activiteitenverslag bedoeld in artikel 9, 5.1°;
- 5° het aantal uren betreffende de opdracht van de pedagogische coördinator bedoeld in artikel 10, § 2, die door de directeur voorgedragen wordt.

De pedagogische raad vergadert minstens vier keer per jaar. Het wijst in eigen kring een werker aan die ermee belast wordt toe te zien op het vlotte verloop van de werkzaamheden en op de zorgvuldige informatieverlening aan elke deelnemer.

§ 2. Het centrum wordt voorzien van een deelnemingsraad waarin de stagiairs die een beroepsopleiding en een opvolging na opleiding volgen, en de leden van de pedagogische raad samenkomen.

Die raad zorgt ervoor dat de stagiairs aan een periodiek overleg deelnemen in verband met het verloop van hun opleiding en met hun evolutie ten opzichte van de systemen bedoeld in artikel 9, 3°.

De deelnemingsraad vergadert minstens vier keer per jaar. Het wijst in eigen kring een werker aan die ermee belast wordt toe te zien op het vlotte verloop van de werkzaamheden en op de zorgvuldige informatieverlening aan elke deelnemer.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsaanvraag*

Art. 17. De voorwaarden vermeld onder hoofdstuk IX van het besluit van 4 juli 1996 zijn van toepassing op de erkenningsaanvragen die de centra indienen.

Art. 18. Samen met de erkenningsaanvraag wordt een dossier opgestuurd waarin verplicht melding wordt gemaakt van :

- 1° de statuten van het centrum;
 - 2° het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 54, 13°, van het besluit van 4 juli 1996 en waarin minstens volgende clausules opgenomen zijn :
 - a) de uurregeling van de theoretische en de praktische cursussen;
 - b) de lijst van de verlofdagen;
 - c) de modaliteiten voor de toewijzing van de vergoedingen van de stagiair en de bijdragen in de reis- en verblijfkosten;
 - d) de verplichtingen inzake veiligheid en hygiëne;
 - e) de verplichting voor de stagiair om zich aan het onderzoek door de arbeidsgeneesheer waarmee het centrum voor beroepsopleiding samenwerkt, te onderwerpen, alsmede om zich aan de vaccinaties die krachtens de regelgeving opgelegd zijn, te onderwerpen;
 - f) de modaliteiten voor de organisatie van de pedagogische raad en van de deelnemingsraad bedoeld in artikel 16;
 - g) de eventuele beroepsprocedures die de stagiair kan inschakelen voor elke sanctie of maatregelen die tegen hem zou worden getroffen;
 - h) de voorwaarden waaronder het huishoudelijk reglement gewijzigd kan worden;
 - 3° het pedagogisch project bedoeld in de artikelen 11 en 12 en het advies terzake door de vakbondsafvaardiging uitgebracht;
 - 4° een lijst van het personeel dat tewerkgesteld wordt door het centrum met vermelding voor elk personeelslid van diens kwalificaties alsmede van zijn functies in het centrum;
 - 5° wat betreft de directeur, een bewijs van goed zedelijk gedrag, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen betreffende misdrijven die onverenigbaar zijn met de functie, of tot criminele straffen;
 - 6° het plan voor de voortgezette opleiding van het personeel, bedoeld in artikel 15;
 - 7° een afschrift van de overeenkomsten waarmee de implementering van de samenwerkingsverbanden bedoeld in artikel 3, 2°, worden geconcretiseerd;
 - 8° een met redenen omkleed advies van het subgewestelijk comité voor tewerkstelling en vorming over de relevantie van de te ontwikkelen einddoelen, al naar gelang van de mogelijkheden voor de reconversie op de arbeidsmarkt.
- Indien er geen advies wordt voorgelegd binnen een termijn van twee maanden, wordt het advies als gunstig beschouwd;
- 9° een met redenen omkleed advies van de bevoegde subgewestelijke coördinatiecommissie bedoeld in artikel 38 van het decreet over de geschiktheid van de organisatie van de gewenste opleidingen ten gunste van de gehandicapte personen. Indien er geen advies wordt voorgelegd binnen een termijn van twee maanden, wordt het advies als gunstig beschouwd;
 - 10° een investeringsprogramma voor de komende drie jaar;
 - 11° het recentste jaarlijkse activiteitenverslag bedoeld in artikel 9, 5.1°;
 - 12° de verbintenis om zich aan het toezicht door het Agentschap te onderwerpen, overeenkomstig titel VI.

HOOFDSTUK III. — *Beslissing over de erkenning*

Art. 19. Het centrum wordt erkend op grond van de voorwaarden bedoeld in hoofdstuk 1 van titel III en krijgt een aantal erkende uren.

Afdeling 1. — Eerste erkenning

Art. 20. Voor de eerste erkenning wordt het globaal aantal erkende uren voor elk centrum in bijlage III vermeld.

Voor het eerste erkenningsjaar wordt dat aantal uren door het Agentschap per einddoel opgedeeld, op grond van de bestaande toestand zoals deze bestaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Voor de twee volgende jaren wordt dat aantal uren door het Agentschap opgedeeld in functie van de verschillende einddoelen en/of fases bedoeld in artikel 2, 5°, op grond van de voorstellen omschreven in het pedagogisch project bedoeld in de artikelen 11 en 12 en die uiterlijk op het einde van het eerste erkenningsjaar aan het Agentschap worden overgemaakt. Bij ontstentenis wordt de erkenning van het centrum door het Agentschap ingetrokken.

Afdeling 2. — Hernieuwing van de erkenning

Art. 21. § 1. Indien het Agentschap over de hernieuwingsaanvraag bedoeld in artikel 57 van het besluit van 4 juli 1996 beslist, wordt aan elk centrum een aantal erkende uren toegekend.

Het totaal aantal uren voor alle centra samen mag niet meer bedragen dan 863 811.

Dat totaal aantal uren wordt verdeeld in functie van het bezoeksnummer dat in elk centrum per stagiair wordt verwezenlijkt per einddoel en/of per fase bedoeld in artikel 5, 2°.

Voor de begunstigten wordt dat cijfer bepaald op grond van een maandelijkse opname van de gepresteerde en daarmee gelijkgestelde uren, binnen de perken bepaald in de artikelen 4, § 1, en 7.

Voor de stagiairs wordt dat cijfer bepaald op grond van het aantal gepresteerde en daarmee gelijkgestelde uren die op de maandelijkse prestatiestaten worden vermeld, zonder dat dat aantal meer mag bedragen dan 1 824 uren per jaar per stagiair.

De daadwerkelijke en de gelijkgestelde prestaties bedoeld in het vierde en het vijfde lid worden in rekening gebracht op grond van een wekelijkse dienstregeling van 38 gepresteerde uren.

Indien de wekelijkse dienstregeling minder dan 38 gepresteerde uren bedraagt, kan op de daadwerkelijke en gelijkgestelde prestaties een valoriseringscoëfficiënt toegepast worden die door het Agentschap bepaald wordt en waarbij rekening gehouden wordt met het arbeidsstelsel van het begeleidingspersoneel zoals bestaande op de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. Naast het aantal uren bedoeld in § 1 zijn in het bezoeksnummer eveneens inbegrepen :

1° de opvolging door een opleider van een begunstigde of van een stagiair die door een door het Agentschap erkende omscholingsovereenkomst gebonden is, die forfaitair gevaloriseerd wordt à rato van 40 uur per maand;

2° de opvolging na opleiding bedoeld in artikel 2, 13°, en waarvoor een overeenkomst is opgemaakt, die maximaal gevaloriseerd wordt à rato van 144 uur;

3° volgens de modaliteiten bedoeld in § 1, de beroepsopleiding van de andere personen dan de begunstigten en de stagiairs, binnen de perken bepaald in artikel 9, 1°, en voorzover de beroepsopleiding niet financieel gedragen wordt door het Agentschap.

Art. 22. § 1. Aan het einde van elke erkenningsperiode wordt per einddoel het jaargemiddelde van het bezoeksnummer per periode berekend.

Als het gemiddelde waarvan sprake in vorig lid gelijk is aan of hoger is dan 75 % van het voorheen erkende uurvolume, komt het centrum voor hetzelfde uurvolume in aanmerking voor de volgende erkenning.

Dat cijfer wordt op 60 % teruggebracht in de gevallen waarin het centrum voor het eerst één van de fases bedoeld in artikel 2, 5°, 1, b, en 2 tot en met 4 in werking heeft gesteld.

Als dat gemiddelde lager is dan 65 % van het uurvolume, staat het aantal erkende uren voor de periode van de nieuwe erkenning gelijk met 125 % van het werkelijke bezoek zoals waargenomen na afloop van de voorgaande erkenningsperiode.

Als dat gemiddelde minstens gelijk is aan 65 % en lager is dan 75 % van het uurvolume, kan het Agentschap op verzoek van het centrum en volgens criteria die het zelf bepaalt het bereikte aantal uren vermeerderen in functie van het verwezenlijkte inschakelingscijfer.

§ 2. Na afloop van elke erkenningsperiode wordt per einddoel het gemiddelde inschakelingscijfer van de stagiairs berekend.

Daartoe wordt rekening gehouden met het aantal overeenkomsten voor opvolging na opleiding bedoeld in artikel 2, 13°, die afgesloten zijn in elk einddoel met de personen die de fase van het aanleren van een beroep of een functie bedoeld in artikel 2, 5°, 3, hebben gevolgd.

Gelijkgesteld met de overeenkomsten voor opvolging na opleiding worden de inschakelingen na opleiding bedoeld in artikel 2, 14°, waaraan geen overeenkomst is voorafgegaan.

Het aantal overeenkomsten dat is afgesloten na afloop van elke erkenningsperiode dient gelijk te zijn aan of hoger te zijn dan 75 % van het aantal personen die de fase bedoeld in artikel 2, 5°, 3, hebben gevolgd.

Het te bereiken inschakelingscijfer is de uitkomst van de vermenigvuldiging van het werkelijke percentage der afgesloten overeenkomsten met één der volgende percentages, in functie van het werkloosheidscijfer per arrondissement waarin het centrum zich bevindt :

Werkloosheidscijfer	% Inschakeling na opleiding
Van 4 tot 6 %	80 %
Van 7 tot 9 %	70 %
Van 10 tot 12 %	60 %
Van 13 tot 14 %	55 %
Van 15 tot 17 %	50 %
Van 18 tot 20 %	45 %
Van 21 tot 22 %	40 %
Van 23 tot 25 % en meer	35 %

Als het aantal afgesloten overeenkomsten lager is dan 75 % van het aantal personen die de fase bedoeld in artikel 2, 5°, 3, hebben gevolgd of als het inschakelingscijfer lager is dan het cijfer dat berekend is overeenkomstig het vijfde lid, wordt het centrum ertoe verplicht het Agentschap binnen de zes maanden na hernieuwing van de erkenning een heroriënteringsplan voor het (de) betrokken einddoel(en) voor te leggen. Bij ontstentenis wordt de erkenning ingetrokken voor het (de) betrokken einddoel(en) alsmede eventueel voor de betrokken uren.

Afdeling 3. — Bepalingen gemeen aan afdelingen 1 en 2

Art. 23. Indien het beheerscomité van het Agentschap krachtens artikel 55 van het besluit van 4 juli 1196 op grond van het dossier bedoeld in artikel 18 beslist, worden minstens volgende criteria in acht genomen :

1° de samenhang tussen het pedagogisch project bedoeld in de artikelen 11 en 12 en de opdrachten bedoeld in titel II;

2° de kwaliteit en de relevantie van de pedagogische methodes die in aanmerking zijn genomen rekening houdend met het specifiek karakter van de opgevangen bevolkingsgroep;

3° het bestaan van het opleidingsaanbod in het Waalse Gewest en de mogelijkheden voor de gehandicapte personen om toegang tot dat aanbod te krijgen;

4° de arbeidsmarktperspectieven in de ontwikkelde bedrijvigheidssector;

5° de strategie van het centrum in termen van organisatie, van pedagogische en sociale opvolging, opvolging na opleiding, inschakeling na opleiding en bijdrage van de begeleidingsploeg van het centrum tot de toekomstige inschakeling van de stagiairs;

6° de naleving van de beginselen vastgeschreven in de systemen bedoeld in artikel 9, 3°.

Art. 24. De erkenningen worden voor een periode van drie jaar toegekend.

Art. 25. De centra kunnen een beroep indienen tegen de beslissing van het Agentschap, volgens de procedure omschreven in hoofdstuk X van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996.

TITEL IV. — Procedure voor de toelating van de begunstigen tot een beroepsopleiding

HOOFDSTUK I. — Toelatingsvoorwaarden

Art. 26. § 1. Naast de algemene ontvankelijkheidsvoorwaarden die elke door een begunstigde ingediende aanvraag moet vervullen voor een beroepsopleiding, onderzoekt het bevoegde gewestelijk bureau van het Agentschap :

1° of de begunstigde niet meer onder de leerplicht valt;

2° of de begunstigde al dan niet in staat is om de opleidingen voorgesteld door de opleidingsmedewerkers en die op de gehele bevolking gericht zijn te volgen, omdat ze minder aangepast zijn wegens :

a) de ontoegankelijkheid van de accommodatie voor de begunstigde;

b) het niet-bezitten door de begunstigde van een basis- of schoolopleiding zoals vereist;

c) het feit dat zij na afloop van een tegensprekelijk debat tussen het bevoegde gewestelijke bureau van het Agentschap en de begunstigde als minder gunstig voor de ontplooiing van laatstgenoemde en voor diens persoonlijke ontwikkeling worden beschouwd;

d) het feit dat zij gebaseerd zijn op een methodologie en/of pedagogie die weinig of niet aangepast is aan de begunstigde.

§ 2. Indien de voorwaarden bedoeld in § 1 vervuld zijn, wordt de fase van het integratieproces bedoeld in artikel 2, 5°, waarin de begunstigde zich moet inschrijven door het bevoegde gewestelijke bureau van het Agentschap in onderlinge samenwerking met het eventueel gepolste centrum aangewezen :

1° als blijkt dat de begunstigde zijn beroepsproject wenst te verduidelijken of dat het wenselijk geacht wordt dat de begunstigde met de concrete invulling van het beroep geconfronteerd wordt :

a) geeft het gewestelijk bureau zijn toelating voor de inschrijving van de begunstigde in een bewustwordings- en inschakelingsmodule zoals bedoeld in artikel 2, 5°, 1, b, of stelt hem voor om zich tot de oriëntatie- en balanseenheden van de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREm) te richten, waarbij laatstgenoemde eenheden overnemen;

b) of stelt het gewestelijk bureau hem voor om een onderdompelingsperiode zoals bedoeld in artikel 2, 5°, 1, a, te volgen;

2° als blijkt dat de begunstigde een duidelijk beroepsproject voor ogen heeft zonder dat hij evenwel over de noodzakelijke vooraf vereiste vaardigheden beschikt voor het aanvangen van een kwalificerende opleidingsfase, staat het gewestelijk bureau toe dat hij ingeschreven wordt in een vooropleidingsfase zoals bedoeld in artikel 2, 5°, 2;

3° als blijkt dat de begunstigde een duidelijk beroepsproject voor ogen heeft en dat hij over de noodzakelijke vooraf vereiste bekwaamheden beschikt, wordt hij door het gewestelijk bureau onderworpen aan een medisch onderzoek door de arbeidsgeneeskundige dienst die door het gepolste centrum erkend is, met als doel zich uit te spreken over eventuele medische tegenaanwijzingen.

Indien deze dienst een negatieve beslissing treft, wordt door het gewestelijk bureau aan de begunstigde een beslissing tot weigering voor de in het vooruitzicht gestelde opleiding medegedeeld en wordt over een nieuwe oriëntatie nagedacht.

Indien deze dienst een positieve beslissing treft, wordt de begunstigde door het gewestelijk bureau aan een toelatingstest onderworpen in het gepolste centrum.

Daarnaast laat het gewestelijk bureau, als de begunstigde wenst zijn opleidingsproject aan de werkelijke invulling van het in het vooruitzicht gestelde beroep te toetsen, toe dat hij voor een onderdompelingsperiode wordt ingeschreven zoals bedoeld in artikel 2, 5°, 1, a. In dat geval vindt de toelatingstest in die periode plaats. In de daarop volgende week wordt het verslag, dat wordt opgemaakt volgens een door het Agentschap vastgesteld schema, aan het gewestelijk bureau overgemaakt.

§ 3. Het Agentschap beschikt over een termijn van vijfenveertig dagen om de procedures bedoeld in de §§ 1 en 2 door te voeren.

§ 4. Indien de begunstigde voor de toelatingstest slaagt, geeft het gewestelijk bureau van het Agentschap kennis van een beslissing tot toelating tot de gepolste opleiding aan betrokkene.

Indien de begunstigde niet voor de toelatingstest slaagt, geeft het gewestelijk bureau van het Agentschap kennis van een beslissing tot weigering van de toelating tot de vooropgestelde opleiding aan betrokkene en stelt hem voor om een vooropleiding of een bewustwordings- en inschakelingsmodule te volgen of, in voorkomend geval, dankt met hem na over een andere oriëntatie.

HOOFDSTUK II. — *Overeenkomst*

Art. 27. Om de opdrachten bedoeld in titel II uit te voeren, sluiten de centra met de begunstigden een overeenkomst af in de zin van artikel 2, 7°. Die overeenkomst dient door het Agentschap aanvaard te worden. Bij ontstentenis kan het centrum geen aanspraak maken op de subsidiëring bedoeld in titel V.

Art. 28. De overeenkomst wordt schriftelijk afgesloten en opgesteld in drie exemplaren, waarvan één overgemaakt wordt aan elke partij en één aan het Agentschap.

Art. 29. De overeenkomst kan voor elke periode, module of inwerkingscyclus bedoeld in de artikelen 4, § 3, 5 en 6, § 1, niet meer bedragen dan de maximumduur vastgelegd in deze bepalingen.

Art. 30. In de overeenkomst worden bepaald :

- 1° de identiteit of de benaming en de woonplaats of de zetel van de partijen;
- 2° de begindatum van de overeenkomst en duur ervan;
- 3° het voorwerp van de overeenkomst;
- 4° de respectievelijke verplichtingen van de partijen, opgesomd in artikel 31, §§ 1 en 2.

Art. 31. § 1. Het centrum moet :

1° in een beroepskwalificatie voor de stagiair voorzien door hem de noodzakelijke theoretische en praktische beroepskwalificatie te bezorgen;

2° de eventuele uitrusting voor de opleiding, meer bepaald het materieel, het gereedschap, de werkkledij en de in goede staat van werking verkerende en regelmatig onderhouden veiligheids- en beschermingsuitrustingen ter beschikking van de stagiair te stellen;

3° erover waken dat de overeenkomst goed wordt uitgevoerd, het gedrag van de stagiair waarnemen met het oog op de beoordeling van diens evolutie en de waarnemingen mededelen zowel aan de stagiair als aan de afgevaardigde van het Agentschap;

4° de stagiair een opvolging na opleiding voorstellen en daar op zijn verzoek voor zorgen;

5° als een goede huisvader waken over de gezondheid en de veiligheid van de stagiair;

6° vermijden dat de stagiair taken worden opgelegd die vreemd zijn aan het beroepsopleidingsproces of die een gevaar inhouden voor diens veiligheid en gezondheid of die verboden zijn krachtens de arbeidswetgeving;

7° de stagiair in die hoedanigheid inschrijven in het personeelsregister;

8° de stagiair de vergoedingen betalen bedoeld in artikel 43 alsmede de reis- en verblijfkosten, die berekend worden overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 april 1964 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de lasten die voor de mindervaliden voortvloeien uit de verplaatsing naar en het verblijf op de plaats die aangewezen werd voor hun beroepsopleiding, omscholing of herscholing, worden gedragen door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de mindervaliden;

9° het bewijs leveren dat het ten overstaan van de stagiair de verplichtingen nakomt die voortvloeien uit de op het centrum toepasselijke wets-, decretales of regelgevende bepalingen, meer bepaald de bepalingen voortvloeiende uit de wet op de sociale zekerheid der werknemers, op de schadevergoeding voor arbeidsongevallen of beroepsziekten, op de wettelijke feestdagen, de arbeidsregelgeving, het welzijn van de werknemers bij de uitoefening van hun taak en op de betaling van de vergoedingen;

10° het Agentschap onmiddellijk inlichten over elke betwisting met betrekking tot de uitvoering van de overeenkomst;

11° de vordering van de opleiding met de stagiair, de afgevaardigde van het Agentschap en, in voorkomend geval, het opleidingsbedrijf bespreken, minstens één maand vóór de contractueel voorziene einddatum;

12° de stagiair aan het einde van diens overeenkomst een attest afleveren waarin de duur en de aard van diens overeenkomst worden vermeld.

§ 2. De stagiair moet :

- 1° zich gewetensvol wijden aan het verwerven van de beroepsopleiding;
- 2° zich schikken naar het huishoudelijk reglement en, in voorkomend geval, het vertrouwelijkheidsbeginsel in verband met de informatie waartoe hij toegang zou hebben gehad, naleven;
- 3° de welvoegelijkheid en de goede zeden naleven tijdens de uitvoering van zijn overeenkomst;
- 4° de veiligheids- en hygiënevoorschriften naleven;
- 5° handelen overeenkomstig de instructies die hem door het centrum of het opleidingsbedrijf zijn gegeven met het oog op de uitvoering van zijn contract;
- 6° het gereedschap, de uitrusting, het materieel en de niet-gebruikte grondstoffen die hem door het centrum zijn toevertrouwd, in goede staat teruggeven;
- 7° het Agentschap onmiddellijk inlichten over elke betwisting met betrekking tot de uitvoering van de overeenkomst;
- 8° aan de evaluatie bedoeld in § 1, 11°, deelnemen.

§ 3. Het bevoegde gewestelijke bureau van het Agentschap moet :

- 1° de overeenkomst aanvaarden;
- 2° indien de evaluatie bedoeld in § 1, 11°, positief is, de verlenging van de overeenkomst voor de duur bepaald in het opleidingsprogramma aanvaarden;
- 3° het bedrag van de vergoedingen en van de reis- en verblijfkosten vastleggen zoals bedoeld in artikel 1, 8°;
- 4° een overleggende rol tussen de partijen spelen, mocht er betwisting zijn.

Art. 32. § 1. De uitvoering van de overeenkomst wordt geschorst indien één der partijen tijdelijk in de onmogelijkheid verkeert om aan de overeenkomst uitvoering te verlenen, meer bepaald in geval van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval, moederschapsverlof, wederoproeping onder de wapens, wegens een tijdelijke tewerkstelling of wegens het volgen van een aanvullende opleiding bij een andere opleidingsmedewerker.

De betrokken partij is ertoe verplicht het bewijs voor deze onmogelijkheid voor te leggen en, indien zij voortvloeit uit een arbeidsongeschiktheid van de stagiair, een medisch attest voor te leggen, uiterlijk de tweede werkdag volgend op de aanvang van de ongeschiktheid.

Indien de uitvoering van de overeenkomst geschorst wordt, wordt de overeenkomst met een periode van dezelfde duur als de schorsing verlengd door middel van een aanhangsel bij de overeenkomst.

Over de schorsing en de hervatting van de uitvoering van de overeenkomst tijdens de periode die gedekt wordt door de aanvankelijke overeenkomst of door een aanhangsel, dient het Agentschap te worden ingelicht door het centrum, binnen een termijn van hoogstens tien kalenderdagen.

§ 2. De overeenkomst voorziet enkel in een proefperiode als de duur ervan gelijk is aan of meer bedraagt dan zes maanden.

In dat geval wordt de proefperiode op één maand vastgesteld. Deze periode wordt verlengd met de periodes waarin de uitvoering van de overeenkomst geschorst is.

Art. 33. § 1. Onverminderd de algemene wijze waarop verplichtingen vervallen, wordt de overeenkomst vóór afloop van de voorziene termijn beëindigd indien het Agentschap daarover wordt ingelicht :

- 1° omdat beide partijen het aldus willen;
- 2° omdat één der partijen het tijdens de proefperiode aldus wil, ongeacht het ogenblik ervan;
- 3° indien er een ernstige reden bestaat voor de verbreking bepaald bij de artikelen 34 en 35;
- 4° indien de schorsing van de uitvoering van de overeenkomst langer dan drie maanden duurt en één der partijen niet meer wenst dat de overeenkomst verder loopt;
- 5° omdat het centrum het aldus wil, indien verschillende evaluaties zoals bedoeld in artikel 14, § 1, 3°, negatief blijken; in dat geval kan het centrum de overeenkomst verbreken middels een vooropzeg van zeven kalenderdagen die bij aangetekend schrijven mede wordt gedeeld en in werking treedt de maandag volgend op de week waarin de vooropzeg plaatsvond;
- 6° omdat de stagiair het aldus wil, indien hij een beroepsactiviteit in de privé-sector, bij de overheid of als zelfstandige aanvangt;
- 7° wegens de ontbinding van het centrum;
- 8° wegens overmacht, indien daardoor de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk is geworden;
- 9° na kennisgeving aan de partijen bij ter post aangetekend schrijven van de intrekking van de aanvaarding van de overeenkomst door het Agentschap, indien één der partijen het Agentschap valse of vervalste documenten heeft vorgelegd.

§ 2. Elke onverantwoorde verbreking kan voor de voor de verbreking verantwoordelijke partij de schorsing van de in dit besluit bedoelde prestaties die deze partij vanwege het Agentschap geniet, met zich brengen.

Art. 34. De hierna vermelde omstandigheden vormen een ernstige, de stagiair toerekenbare reden voor de ontbinding van rechtswege van de overeenkomst :

1° indien hij zich schuldig maakt aan een daad van onrechtshapenheid, aan ernstige feitelijkheden of ernstige beledigingen aan het adres van het personeel van het centrum;

2° indien hij hen met opzet tijdens de uitvoering van de overeenkomst ernstige materiële of morele schade toebrengt;

3° indien hij het vertrouwelijkheidsbeginsel betreffende de informatie waartoe hij toegang zou hebben, overtreedt;

4° in het algemeen, indien hij blijkt geeft van ernstige tekortkomingen tegenover zijn verplichtingen in verband met de goede orde, de veiligheid en de discipline in het centrum of de uitvoering van zijn contract;

5° indien hij herhaaldelijk afwezig blijft en daardoor, samengeteld, meer dan veertien werkdagen afwezig is.

In dat geval kan de verbreking van de overeenkomst enkel worden ingeroepen na een waarschuwing die hem per aangetekend schrijven wordt toegestuurd;

6° indien de stagiair valse documenten heeft voorgelegd met het oog op het afsluiten van de overeenkomst.

Art. 35. De hierna vermelde omstandigheden vormen een ernstige, het centrum toerekenbare reden voor de ontbinding van rechtswege van de overeenkomst :

1° indien het zich schuldig maakt aan een daad van onrechtshapenheid, aan ernstige feitelijkheden of ernstige beledigingen;

2° indien het vanwege derden dergelijke daden tegenover de stagiair dult;

3° indien de zedelijkheid van de stagiair tijdens de overeenkomst in gevaar wordt gebracht;

4° indien zijn veiligheid en gezondheid tijdens de overeenkomst blootgesteld blijken te zijn aan gevaren die hij op het ogenblik waarop de overeenkomst afgesloten werd, niet kon voorzien;

5° in het algemeen, indien het centrum blijkt geeft van ernstige tekortkomingen aan zijn verplichtingen in verband met de uitvoering van de overeenkomst.

TITEL V. — Subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding

HOOFDSTUK I. — Subsidiëring van de werking van de centra voor beroepsopleiding

Art. 36. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten erkent het Agentschap voor elk centrum betreffende elke erkenningsperiode een aantal forfaitair gesubsidieerde uren à 10,62 euro per uur. Het aldus verkregen bedrag vormt het jaarlijkse krediet van het centrum. Het aantal gesubsidieerde uren beantwoordt aan het aantal krachtens artikel 19 erkende uren.

Art. 37. Het forfaitaire uurbedrag bedoeld in artikel 36 wordt geïndexeerd overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld en wordt gekoppeld aan de spilindex 1.2936 van 1 maart 2002.

Art. 38. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan het jaarlijkse krediet verhoogd worden met een aanpassingscoëfficiënt die door de Regering wordt vastgelegd, waarbij de centra de mogelijkheid wordt gegeven om de verhogingen wegens de evolutie van de geldelijke anciënniteit van hun begeleidingspersoneel vastgesteld op de datum van inwerkingtreding van dit besluit te financieren.

Art. 39. Een bedrag dat overeenstemt met minstens 70 % van het jaarlijkse krediet wordt toegerekend aan de lasten van het personeel dat middels een arbeidsovereenkomst door het centrum wordt tewerkgesteld en aan het ereloon dat aan prestatieverleners gestort wordt die van buiten het centrum komend door laatstgenoemde aangesproken worden voor de uitvoering van administratieve, boekhoudkundige en onderhoudstaken.

Art. 40. De financiële lasten die middels het jaarlijkse krediet worden gefinancierd, worden door het Agentschap toegelaten op grond van de toelaatbaarheidsbeginselen voor de lasten bepaald in bijlage IV. De lasten van het personeel dat door het centrum wordt tewerkgesteld middels een arbeidsovereenkomst, worden in rekening gebracht op grond van de loonschalen en de bepalingen vermeld in bijlage II.

Art. 41. De centra worden ertoe gemachtigd de eventuele inkomsten uit hun productie-activiteiten voor hun maatschappelijk doel aan te wenden, mist naleving van de toelaatbaarheidsbeginselen voor de lasten bepaald in bijlage IV.

De inkomsten uit de opleidingsactiviteit van de centra worden geheel door het Agentschap teruggevorderd.

Art. 42. Het Agentschap betaalt aan het begin van elk kwartaal 25 % van het jaarlijkse krediet uit.

De uitgaven van de centra worden jaarlijks aan een boekhoudkundige controle door de diensten van het Agentschap onderworpen, waarbij laatstgenoemde in voorkomend geval het niet-gebruikte gedeelte van het jaarlijkse krediet terugvordert.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiëring van de vergoedingen van de stagiair*

Art. 43. De vergoedingen van de stagiair bestaan uit :

- 1° een basisvergoeding;
- 2° een aanvullende premie.

Art. 44. De basisvergoeding bedoeld in artikel 43, 1°, wordt vastgesteld op 40 % van het gemiddeld minimum-maandinkomen zoals gewaarborgd bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, ondertekend in de Nationale Arbeidsraad.

Het bedrag bedoeld in vorig lid wordt op 60 % gebracht indien de stagiair het bewijs levert dat hij zich in één der volgende toestanden bevindt :

1° hij vormt een gezin met een persoon die over een inkomen beschikt dat lager is dan het forfaitaire bedrag van de werkloosheidsuitkeringen voor samenwonenden;

2° hij woont samen zonder echtgenoot en uitsluitend met :

a) één of meerdere kinderen, op voorwaarde dat hij voor minstens één ervan recht heeft op gezinsbijslagen of dat de kinderen over een inkomen beschikken dat lager is dan het forfaitaire bedrag van de werkloosheidsuitkeringen voor samenwonenden;

b) één of meerdere kinderen of andere verwanten of aanverwanten tot en met de derde graad, op voorwaarde dat hij voor minstens één ervan recht heeft op gezinsbijslagen of dat de verwanten of aanverwanten over een inkomen beschikken dat lager is dan het forfaitaire bedrag van de werkloosheidsuitkeringen voor samenwonenden;

c) één of meerdere verwanten of aanverwanten tot en met de derde graad, die beschikken dat lager is dan het forfaitaire bedrag van de werkloosheidsuitkeringen voor samenwonenden.

Art. 45. De basisuurvergoeding is gelijk aan drie keer het maandelijkse basisbedrag bedoeld in het artikel, gedeeld door 13 x 38.

Art. 46. De basisvergoeding bedoeld in artikel 43, 1°, wordt verminderd met het bedrag van de wettelijke en regelgevende tegemoetkomingen die de stagiair worden toegekend, vastgesteld overeenkomstig artikel 47 en tegen 75 % van het bedrag ervan.

Art. 47. De wettelijke en regelgevende tegemoetkomingen waarvan sprake in artikel 46 zijn :

1° de pensioenen, alsmede alle plaatsvervangende voordelen dan wel de voordelen die als aanvulling worden toegekend :

a) ofwel bij of krachtens een Belgische of buitenlandse wet;

b) ofwel door een overheid of een openbare instelling;

2° de vergoedingen, uitkeringen en lijfrenten die toegekend worden aan slachtoffers van arbeidsongevallen of beroepsziekten, in toepassing van de wetgeving over de schadevergoeding voor arbeidsongevallen of in toepassing van de wetgeving over de schadevergoeding voor beroepsziekten en over de preventie ervan;

3° de vergoedingen die worden toegekend aan een gehandicapte persoon die slachtoffer is van een ongeval, in toepassing van artikel 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek of in toepassing van enige gelijkaardige buitenlandse wetgeving;

4° de vergoeding voor arbeidsongeschiktheid die worden toegekend in toepassing van de wetgeving over de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

5° de werkloosheidsuitkeringen die worden toegekend in toepassing van de regelgeving over tewerkstelling en werkloosheid;

6° de inkomensvervangende toelagen die toegekend worden in toepassing van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, of de gewone en bijzondere tegemoetkomingen die toegekend worden in toepassing van het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen;

7° de belastbare beroepsinkomsten.

Indien de bijdrage bedoeld in het eerste lid, 2°, uitbetaald wordt in de vorm van kapitaal of van terugkoopwaarde wordt artikel 30 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten toegepast.

Er wordt in geen enkel geval rekening gehouden met het gedeelte van de wettelijke of regelgevende bijdragen die als gezinsbijslag, als integratietoelag in toepassing van voornoemde wet van 27 februari 1987 of als schadevergoeding voor de hulp van een derde in toepassing van het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de mindervaliden worden toegekend.

Art. 48. De aanvullende premie bedoeld in artikel 43, 2°, wordt vastgesteld op 1,1040 euro per daadwerkelijk gepresteerd of daarmee gelijkgesteld uur.

Deze premie wordt geïndexeerd overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk en is gekoppeld aan de spilindex 1.2936 van 1 aart 2002.

Art. 49. Het centrum is ertoe verplicht de vergoedingen bedoeld in artikel 43 regelmatig met niet meer dan één maand afstand te betalen.

Art. 50. § 1. De sociale zekerheidsbijdragen die verschuldigd zijn door de stagiair worden ingehouden op de basisvergoeding zoals berekend in artikel 46 en op de aanvullende premie bedoeld in artikel 43, 2°, en door het centrum gestort aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

§ 2. De sociale zekerheidsbijdragen die door het centrum verschuldigd zijn, worden door het centrum aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid gestort als contract voor beroepsopleiding.

§ 3. Het centrum richt aan het Agentschap een driemaandelijke staat van de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid die het aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid gestort heeft.

Art. 51. Het centrum betaalt de premie verzekering-wet voor alle stagiairs samen en de arbeidsgeneeskundige kosten.

HOOFDSTUK III. — *Terugbetaling van de kosten door het Agentschap*

Art. 52. Door het Agentschap worden aan het centrum terugbetaald :

1° de vergoedingen bedoeld in artikel 43;

2° de reis- en verblijfkosten die aan de stagiairs en aan de begunstigen worden gestort overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 april 1964 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de lasten die voor de mindervaliden voortvloeien uit de verplaatsing naar en het verblijf op de plaats die aangewezen werd voor hun beroepsopleiding, omscholing of herscholing, worden gedragen door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de mindervaliden;

3° de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid bedoeld in artikel 50;

4° de premie en de kosten bedoeld in artikel 51.

TITEL IV. — **Opvolging en controle door het Agentschap**

Art. 53. De Directie opleiding van het Agentschap wijst in eigen kring een pedagogisch referent aan.

Diens opdracht bestaat erin :

1° ervoor te zorgen dat er een pedagogische cultuur eigen aan de gehandicapte ontstaat die door alle centra gedeeld wordt;

2° de actie van de verschillende pedagogische coördinatoren van de centra te coördineren;

3° te waken over de afstemming van het opleidingsaanbod op de behoeften van de arbeidsmarkt.

Art. 54. De pedagogische inspectie van het Agentschap is ermee belast te waken over de naleving van het pedagogische project bedoeld in de artikelen 11 en 12.

Daartoe evalueert het Agentschap de toepassing van het project en legt het aan het bestuur een omstandig verslag voor, binnen de drie maanden voorafgaand aan het verstrijken van elke erkenningsperiode.

Art. 55. Het Agentschap heeft als taak de evaluatie bedoeld in artikel 31, § 1, 11°, door te voeren.

Art. 56. Overeenkomstig artikel 57 van het decreet voert het Agentschap de onderzoeken uit bij het centrum of het opleidingsbedrijf en legt het de bezoeken af die het nodig acht.

Het Agentschap kan van elk centrum eisen dat het elk stuk dat het verantwoord acht, overlegt.

TITEL VII. — **Overgangsbepalingen**

Art. 57. De centra voor beroepsopleiding die niet aan de voorwaarden opgelegd door dit besluit voldoen, beschikken over één jaar vanaf diens inwerkingtreding om zich ernaar te schikken.

TITEL VIII. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 58. Er wordt een artikel 24bis luidend als volgt ingevoegd in het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) :

« Art. 24bis. Er wordt een vaste werkgroep opgericht in de adviesraad voor tewerkstelling en opleiding.

Diens taak bestaat erin de raad van advies te dienen inzake :

1° de erkenningsaanvragen die door de centra bedoeld in het besluit van het Waalse Gewest van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding worden ingediend, op basis van de criteria bedoeld in artikel 23 van dit besluit;

2° over het evaluatieverslag bedoeld in artikel 62 van dit besluit. »

Art. 59. Artikel 26, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt, wordt met volgende bepaling aangevuld :

« 8° het integratie-inkomen bedoeld in de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op sociale integratie ».

Art. 60. Opgeheven worden voor wat betreft het Franse taalgebied :

1° de artikelen 44 tot en met 46, 56, § 2, 2°, 4° en 5°, 57 tot en met 61, 67, 74, 75 en 78 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden;

2° de regelgevende beslissing van 7 februari 1964 waarbij de modaliteiten en de voorwaarden voor de voorlopige erkenning van de opleidingscentra en beroepsreconversie voor gehandicapten worden bepaald;

3° hoofdstuk 2 van het ministerieel besluit van 22 september 1966 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra voor beroepsopleiding of omscholing van mindervaliden;

4° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990 houdende vaststelling van de voorwaarden van toekenning, van het bedrag en van de modaliteiten voor betaling van de uitkeringen en het aanvullend loon ten gunste van de gehandicapten die een beroepsopleiding, omscholing of herscholing doormaken.

TITEL IX. — Slotbepalingen

Art. 61. De Minister belast de administrateur-generaal van het Agentschap ermee hem jaarlijks tegen 31 maart een evaluatie over te maken in verband met de toepassing van dit besluit.

Art. 62. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 63. De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage I**FUNCTIES, PROFIELEN EN KWALIFICATIES VAN HET PERSONEEL****1. Interieurverzorger****Functiebeschrijving :**

Schoonmaken van de lokalen en de uitrusting

Beheer van de onderhoudsproducten

Profiel :

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Vermogen om zijn werk te organiseren

Een gepaste houding aannemen ten overstaan van de gehandicapte personen

Minimaal vereiste kwalificaties : nihil

Weddeschaal : schaal 1

2. Polyvalent arbeider**Functiebeschrijving :**

Onderhoud der gebouwen en lokalen

Onderhoud van het klein materieel en eventuele opvolging wagenpark

Toepassing van de naleving van de normen (meer bepaald inzake veiligheid en hygiëne)

Opvolging en/of onderhoud van de werkkledij

Actieve deelname aan de doelstellingen van het centrum

Personen- en goederenvervoer

Profiel :

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Rijbewijs C en/of D (indien vereist door wagenpark)

Verantwoordelijkheidszin, zelfstandigheid en initiatiefrijk

Een gepaste houding aannemen ten overstaan van de gehandicapte personen

Minimaal vereiste kwalificaties : getuigschrift secundair onderwijs tweede graad

Weddeschaal : schaal 2

3. Bestuursassistent

Functiebeschrijving :

Lopende administratieve taken

Ontvangst, telefoon, classering

Opstellen en verzenden briefwisseling

Algemene administratiezaken

Beheer kantoorbenodigdheden

Dossierbeheer

Agendabeheer

Profiel :

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Polyvalentie

Verantwoordelijkheidszin

Kennis gebruikelijke software

Zin voor organisatie, nauwkeurigheid

Beroepsethiek

Vermogen tot zelfopleiding (software, wetgeving...)

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Minimaal vereiste kwalificaties : attest hoger secundair onderwijs of kwalificatiegetuigschrift zevende jaar

Weddeschaal : schaal 3

4. Technicus

Functiebeschrijving :

Beheer machinepark

— Installatie

— Onderhoud

— Herstellingen

Administratief beheer machinepark

— Inventaris

— Vervanging

— Programmatie

Profiel :

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Rijbewijs C en/of D (indien vereist door wagenpark)

Verantwoordelijkheidszin, zelfstandigheid en initiatiefrijk

Een gepaste houding aannemen ten overstaan van de gehandicapte personen

Minimaal vereiste kwalificaties : graduaat

Weddeschaal : schaal 4

5. Boekhouder

Functiebeschrijving :

Voorraadbeheer

Opvolging en afhandeling verrichtingen (bank, kassa, allerlei verrichtingen, facturen...) van de Algemene Boekhouding (nazicht, aanrekening, invoeren, balans, eindbalans, resultatenrekening)

Analytische boekhouding

Balans, resultatenrekeningen van de v.z.w.

Profiel :

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Polyvalentie

Verantwoordelijkheidszin

Kennis gebruikelijke software

Zin voor organisatie, nauwkeurigheid

Beroepsethiek

Vermogen tot zelfopleiding (software, wetgeving...)

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Minimaal vereiste kwalificaties : graduaat boekhouden

Weddeschaal : schaal 4

6. Bestuurssecretaris

Functiebeschrijving :

Lopende boekhouding van het centrum :

— Opvolging en afhandeling van alle verrichtingen

— Nazicht, aanrekening, invoeren, balans,...

— Balans en resultatenrekening van de v.z.w. i.s.m. externe boekhouddienst

Loonberekening stagiairs, uitkeringen, reiskosten

Vorbereiding vergaderingen en dossiers

Gegevensbewerking voor AWIPH, "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), sociaal secretariaat

Opvolging administratieve dossiers

Profiel :

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Polyvalentie

Verantwoordelijkheidszin

Kennis gebruikelijke software

Zin voor organisatie, nauwkeurigheid

Beroepsethiek

Vermogen tot zelfopleiding (software, wetgeving...)

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Minimaal vereiste kwalificaties : graduaat boekhouden/directiesecretariaat

Weddeschaal : schaal 4

Opleider

Functiebeschrijving :

Aanleren knowhow en attitudes :

— De stagiair voorbereiden met het oog op aanleren beroepsattitudes

Pedagogisch groepswork met gehandicapte personen :

— Uitwerken van de inhoud van de opleiding

— Inhoud van de opleiding aanpassen aan evolutie van de techniek en van de arbeidsmarkt

— Deelname aan uitwerking en evolutie van evaluatie-instrumenten

— Opleiding aanpassen aan stagiair en aan diens project

— Deelname aan globale evaluatie van de stagiair (tegenover het geheel van diens programma)

— Aanpassing programma en methode t.g.v. evaluaties

— Deelname aan waarneming en oriëntatie van de kandidaat-stagiair

Contact buitenwereld :

— Opvolging stagiair in bedrijven en diens vooruitgang evalueren

— Deelname aan zoektocht naar bedrijfsopleidingen

Organisatie bedrijfsbezoeken en andere bezoeken i.v.m. opleiding

Deelname aan werking van het centrum :

— Pedagogische opvolging stagiair onder omscholingsovereenkomst

— Voorraadbeheer van materiaal nodig voor opleiding

— Opvolging bestellingen

— Deelname aan sociale integratie en inschakeling stagiair in beroepsleven

Profiel :

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Vermogen om een gedifferentieerde pedagogie toe te passen (opleiding of geïndividualiseerd of in groepjes)

Teamworkbereidheid

Zelfstandigheid – verantwoordelijkheid

Aanpassingsvermogen

Beroepsethiek

Minimaal vereiste kwalificaties :

Getuigschrift pedagogische bekwaamheid of opleiding tot opveder of daarmee gelijk te stellen pedagogische opleiding zo spoedig mogelijk te verwerven met een maximum van vier jaar na indiensttreding

Weddeschaal : schaal 5

7. Personeelslid bevoegd voor beroepsintegratie

Functiebeschrijving :

Contact buitenwereld :

— Beheer overeenkomsten i.v.m. bedrijfsopleidingen

— Bevordering tewerkstellingstegemoetkomingen bij bedrijven

— Zoeken naar partnerbedrijven (voor inschakelingstraject) en toegang tot betrekkingen

— Bemiddeling stageplaatsen

— Samenwerking met arbeidsbemiddelingsinstellingen

— Begeleiding stagiairs in hun zoektocht naar werk en hun sociale integratie en hun inschakeling in de beroepswereld

Deelname aan werking van het centrum :

— Werkagenda inschakelingstrajecten

— Uitwerking met stagiair van realistisch beroepsproject (samen met het team)

— Voorbereiding stagiairs bij zoeken naar werk

— Informatieverlening aan het centrum over evolutie beroepen

Profiel :

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Vaardigheden als werker, bemiddelaar en onderhandelaar

Beheer gesprekstechnieken

Zin voor organisatie

Kennis marketing, arbeidsleer

Vermogen om een grote hoeveelheid informatie te verwerken (meer bepaald van juridische en maatschappelijke aard), om ze af te handelen en ze naar de verschillende doelgroepen toe te hertalen

Beroepservaring hebben (kennis bedrijfswereld)

Commercieel aangelegd zijn

Aanpasbaarheid en beschikbaarheid

Beroepsethiek

Ervaring handel

Minimaal vereiste kwalificaties :

ofwel

Graduaat marketing

Graduaat menswetenschappen of Hoger niet-universitair onderwijs in één of verschillende professionele indoelen van het Centrum voor Beroepsopleiding (CBO)

Weddeschaal : schaal 5

8. Maatschappelijk assistent

Functiebeschrijving :

Informatieverlening aan de diensten die in contact staan met gehandicapte doelgroepen over opleidingsaanbod en toegangsvoorwaarden CBO

Deelname aan oriëntatie en interne selectie kandidaat-stagiairs

Maatschappelijke en gezinsopvolging stagiairs

Opvolging van de evolutie van de stagiair in opleiding (op maatschappelijk vlak)

Verbinding met het gewestelijk bureau AWIPH in het kader van de aanvragen voor opleidingen (formulier voor indiening aanvraag, contract,...)

Sensibilisering van het team voor behoeften gehandicapte personen

Informatieverlening aan stagiairs over rechten en plichten en meer in het bijzonder in hun hoedanigheid van gehandicapte personen

Toegang van de gehandicapte personen tot deze rechten vergemakkelijken

Begeleiding stagiair bij instellingen en personen «buitenwereld» (FOREm, huisvesting,...)

De betrekkingen tussen de stagiairs onderling en tussen stagiairs en teamleden vergemakkelijken

Af en toe pedagogisch inspringen (sociale wetgeving,...)

Profiel :

Juridische en sociale vaardigheden

Luisterbereidheid

Groepswerking

Bemiddelingsbekwaamheden

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Beroepsethiek

Minimaal vereiste kwalificaties : Graduaat maatschappelijk assistent*Weddeschaal :* schaal 5

9. Directeur

Functiebeschrijving :

Pedagogische bezieling van het centrum :

— Vormgeving, uitwerking van en toezicht op opleidingsprogramma's

— Evaluatie en aanpassing opleidingsprogramma's

— Bezieling team « opleidingen »

Dagelijkse leiding en dagelijks beheer van het centrum :

— Begroting en opvolging boekhouding

— Beheer en opvolging bestuur met inbegrip van Europese subsidiëring

— Beheer human resources

Contact buitenwereld :

— Verantwoordelijk tegenover machten en overheden (inrichtende macht, subsidiërende overheid)

— Leggen en opvolgen van contacten met plaatselijk en subgewestelijk maatschappelijk middenveld en bedrijfswereld

Studie en prospectie :

— Zoeken naar nieuwe werkmethodes, nieuwe marktniches en instelling van strategieën die aangepast zijn aan evolutie centra

— Beheer eventuele bijkomende projecten (Europa, vennootschappen met maatschappelijk doel...)

Profiel :

Bekwaamheden leiding en beheer (bestuurszaken, boekhouding, human resources)

« Kennis » tegenover georganiseerde einddoelen

Pedagogische vaardigheden

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Minimaal vereiste kwalificaties :

ofwel

licentiaat (of graduaat) pedagogische wetenschappen

licentiaat (of graduaat) technische en/of economische en/of menswetenschappen met getuigschrift pedagogische bekwaamheid

Nuttige ervaring : 3 jaar*Weddeschaal :* schaal 6

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

Bijlage II

WEDDESCHALEN

	Schaal 6	Schaal 5	Schaal 4	Schaal 3	Schaal 2	Schaal 1
0	2.722,44	2.168,43	1.920,61	1.564,09	1.606,74	1.395,89
1	2.789,00	2.168,43	1.947,53	1.594,37	1.618,81	1.414,25
2	2.855,56	2.222,67	1.974,44	1.624,65	1.630,86	1.432,60
3	2.922,12	2.222,67	2.001,36	1.654,93	1.642,92	1.450,95
4	2.922,12	2.276,86	2.001,36	1.654,93	1.642,92	1.495,66
5	3.043,28	2.276,86	2.032,59	1.685,21	1.649,13	1.513,11
6	3.043,28	2.331,07	2.032,59	1.685,21	1.649,13	1.513,11
7	3.164,43	2.331,07	2.074,22	1.725,56	1.655,34	1.530,56
8	3.164,43	2.385,29	2.074,22	1.725,56	1.655,34	1.530,56
9	3.285,60	2.385,29	2.145,97	1.806,27	1.661,54	1.548,01
10	3.285,60	2.439,50	2.145,97	1.806,27	1.661,54	1.548,01
11	3.406,76	2.439,50	2.217,73	1.886,98	1.667,75	1.565,46
12	3.406,76	2.454,42	2.217,73	1.886,98	1.667,75	1.565,46
13	3.527,91	2.454,42	2.280,52	1.957,61	1.673,96	1.582,91
14	3.527,91	2.550,07	2.280,52	1.957,61	1.673,96	1.582,91
15	3.649,07	2.550,07	2.343,31	2.028,23	1.695,86	1.600,37
16	3.649,07	2.645,71	2.343,31	2.028,23	1.695,86	1.600,37
17	3.770,23	2.645,71	2.406,10	2.098,86	1.736,14	1.617,82
18	3.770,23	2.741,36	2.406,10	2.098,86	1.736,14	1.617,82
19	3.891,39	2.741,36	2.468,89	2.169,48	1.776,41	1.637,65
20	3.891,39	2.837,01	2.468,89	2.169,48	1.776,41	1.637,65
21	4.012,55	2.837,01	2.531,69	2.240,11	1.816,68	1.657,48
22	4.012,55	2.932,65	2.531,69	2.240,11	1.816,68	1.657,48
23	4.133,71	2.932,65	2.594,47	2.310,74	1.856,95	1.677,31
24	4.133,71	3.028,30	2.594,47	2.310,74	1.856,95	1.677,31
25	4.133,71	3.028,30	2.657,26	2.381,36	1.897,22	1.697,14
26	4.133,71	3.028,30	2.657,26	2.381,36	1.897,22	1.697,14
27	4.133,71	3.028,30	2.720,06	2.451,99	1.937,49	1.716,98
28	4.133,71	3.028,30	2.720,06	2.451,99	1.937,49	1.716,98
29	4.133,71	3.028,30	2.782,96	2.522,61	1.977,76	1.716,98
30	4.133,71	3.028,30	2.782,96	2.522,61	1.977,76	1.716,98

Bovenstaande schalen worden geïndexeerd overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld en wordt gekoppeld aan de spilindex 1.2936 van 1 maart 2002.

Berekening anciënniteit

1. Berekening interne anciënniteit

a) Tegen 100 % gevaloriseerd wordt de anciënniteit die in het centrum of in één of verschillende centra voor beroepsopleiding erkend door AWIPH is verworven bij functieverandering van een personeelslid, met uitzondering van de bevordering tot de directie van het centrum.

b) Tegen 75 % gevaloriseerd wordt de anciënniteit die in het centrum of in één of verschillende centra voor beroepsopleiding erkend door AWIPH is verworven bij de bevordering tot de directie van het centrum.

2. Berekening externe anciënniteit

a) Enkel de vorige prestaties in verband met de functie die in het centrum uitgeoefend zal worden, geven aanleiding tot anciënniteitsjaren.

b) Eventuele anciënniteitsaanvaarding loopt pas vanaf 22 jaar.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

BIJLAGE III

AANTAL UREN DIE WORDEN ERKEND VOOR DE EERSTE ERKENNINGSPERIODE

CBO	Aantal erkende uren
9	49.429
11	69.003
18	91.533
19	53.137
23	86.790
25	43.703
26	99.657
27	31.025
31	52.394
33	59.358
35	64.398
38	41.654
41	53.705
48	68.026
	863.811

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding.
Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE IV

TOELAATBAARHEIDSBEGINSELEN VOOR DE LASTEN

1. De lasten worden geacht ontoelaatbaar te zijn als de hierna vermelde algemene beginselen niet worden nageleefd :

* de lasten dienen rechtstreeks verband te houden met de opleiding waarvoor het centrum is erkend en wordt gesubsidieerd in functie van dit besluit;

* zij dienen redelijk te zijn tegenover de opleidingsbehoeften;

* zij dienen in de boekhouding te worden opgenomen mits naleving van de beginselen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en de uitvoeringsbesluiten ervan;

* zij dienen voort te vloeien uit de omgang met derden en tastbare bedrijfszaken. In het bijzonder vormen de v.z.w.'s die door één enkele directie verbonden zijn in de zin van hoofdstuk III, afdeling I, IV, A, § 6, van de bijlage van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekeningen derden onderling voor zover hun respectievelijke boekhouding geldig gecontroleerd kan worden;

* zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;

* zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;

* zij dienen voort te vloeien uit de omgang met natuurlijke personen die geen lid mogen zijn van de inrichtende macht of van de directie van het centrum, of met rechtspersonen waaronder leden van de inrichtende macht of van de directie van het centrum geen leidinggevend of bestuurdersambt waarnemen. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te worden vastgesteld.

2. De volgende lasten in het bijzonder worden geacht ontoelaatbaar te zijn :

2.1 in de rekeningen 60

het aandeel van de bestedingen voor aankopen en goederen uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum.

2.2 in de rekeningen 61

— het aandeel van de uitgaven voor dienstverlening en allerlei goeden uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum;

— het deel der reiskosten van het centrum dat boven het cijfer bepaald voor het personeel der ministeries uitkomt zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene reglementering inzake rondreiskosten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;

— de investeringswaarden van meer dan 247,89 euro toegerekend als last op één enkel boekjaar;

— de erelonen met betrekking tot de aanwending van buitenpersoneel in het kader van een onderaanneming of van een oproep tot hulppersoneel wiens prestaties niet verband houden met de functies, profielen en kwalificaties bepaald in de bijlagen 1 en 2 bij dit besluit.

Het Agentschap kan evenwel, om gevolg te geven aan innoverende modules of aan bepaalde bijzondere opdrachten en bij wijze van uitzondering, toestaan dat de kosten voor het buitenpersoneel wiens prestaties niet verband houden met de functies, profielen en kwalificaties bepaald in de bijlagen 1 en 2 bij dit besluit toch opgenomen worden.

- de vertegenwoordigingskosten die niet rechtstreeks verband houden met de activiteit van het centrum;
- de huurlast die niet verantwoord zou worden door een schriftelijke huurovereenkomst of een overeenkomst tussen de partijen die vooraf door het Agentschap zou zijn goedgekeurd.

2.3 in de rekeningen 62

- de loon- en werkgeverslasten met betrekking tot het interne personeel die niet beantwoorden aan de functies, profielen en kwalificaties bepaald in de bijlagen 1 en 2 bij dit besluit.

Het Agentschap kan evenwel, om gevolg te geven aan innoverende modules of aan bepaalde bijzondere opdrachten en bij wijze van uitzondering, toestaan dat de kosten voor het intern personeel wiens prestaties niet verband houden met de functies, profielen en kwalificaties bepaald in de bijlagen 1 en 2 bij dit besluit toch opgenomen worden.

- de werkgeverspremies voor extra-wettelijke verzekeringen;
- de dotaties en gebruik van provisies voor vakantiegeld en vertrekpremie;
- de extra-wettelijke voordelen toegekend aan de werknemers.

2.4 in de rekening 63

- de afschrijvingslasten voortvloeiende uit percentages boven onderstaande percentages uitkomend :
 - 20 % voor de oprichtingskosten;
 - 33 % voor de immateriële activa;
 - 3 % voor bouwwerken en bebouwde gronden;
 - 20 % voor machines en gereedschap met een lagere kost dan 1.239,47 euro en 10 % voor machines en gereedschap met een hogere. Voor informaticamaterieel geldt evenwel het percentage 33 %;
 - 10 % voor roerende goeden;
 - 20 % voor rollend materieel;
 - één van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goeden voor het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten.

- de waardeverminderingen van schuldvorderingen;
- de provisies voor wettelijke en extra-wettelijke pensioenen;

- de provisies voor omvangrijke werkzaamheden en grote onderhoudswerken;
- de andere provisies.

2.5 in de rekeningen 64

- het deel der andere bedrijfslasten uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum;
- de niet-aftekbare BTW op ontoelaatbare lasten;
- de verschillende boetes.

2.6 in de rekeningen 65

- het deel der financiële lasten uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum;
- de rentelasten met betrekking tot investeringskredieten waarvoor geen goedkeuring door het Agentschap is verkregen;
 - de kaskredietlasten behalve als het gebruik ervan nodig is voor de delging van een achterstallige betaling aan het Bestuur of wegens een dringende reden buiten de wil van het Agentschap om. De instelling dient dan het bewijs van de achterstallige betaling te leveren alsmede de verantwoordelijkheid van het Agentschap door een attest dat het bij het Agentschap moet aanvragen of het bewijs leveren voor het dwingend karakter van de gebeurtenis die het gebruik van een dergelijk krediet noodzakelijk heeft gemaakt;
 - de nalatigheidsintrest wegens een fout in het beheer van het centrum.

2.7 in de rekeningen 66

- het deel der buitengewone lasten uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum.

2.8 in de rekeningen 69

- de lasten van toevoegingen en vooruitnemingen.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

- de bedrijfssubsidies van overheidswege indien zij dezelfde lasten dekken als de lasten opgenomen volgens dit besluit;
 - de verschillende terugvorderingen van kosten eigen aan de opleidingsactiviteiten, met uitzondering van private schenkingen, van opbrengsten van feestjes of andere verrichtingen waarmee privé-gelden worden ingezameld. Deze uitzonderingen worden in rekening gebracht als de betrokken producten verrekend worden in afzonderlijke rekeningen of onderrekeningen en dat dezelfde onderscheidingen tegelijkertijd gelden voor de lasten verbonden aan de organisatie van deze verrichtingen;
 - de financiële producten voortvloeiend uit beleggingsverrichtingen met betrekking tot de opleidingsactiviteiten;
 - de in de tijd gespreide verminderingen der kapitaalsubsidies van overheidswege die hetzelfde ritme volgen als de opnemingen van afschrijvingen met betrekking tot de activa verkregen voor de verwerving of de samenstelling ervan;
 - de verschillende financiële producten met betrekking tot de opleidingsactiviteiten.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE